

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA MOBILISATION DU DISCOURS SCIENTIFIQUE LORS DE
CONTROVERSES LIÉES À L'ACCEPTABILITÉ SOCIALE DES PROJETS À
FORT IMPACT ENVIRONNEMENTAL : LE CAS DE L'EXPLOITATION
D'HYDROCARBURES SUR L'ÎLE D'ANTICOSTI

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT

PAR

SELMA BENYAHIA

FÉVRIER 2022

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.04-2020). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

J'aimerais remercier toutes les personnes qui ont contribué, de près ou de loin, à la réalisation de ce mémoire.

Tout d'abord, je tiens à remercier la directrice de ce mémoire, Madame Stéphanie Yates, pour son écoute, son aide, sa disponibilité, sa patience, et surtout ses précieux conseils, qui ont contribué à alimenter ma réflexion. Je lui suis reconnaissante de m'avoir donné l'opportunité de sortir de ma zone de confort pour aller découvrir ce domaine fascinant que sont les sciences sociales. Je la remercie également de m'avoir choisi plusieurs fois en tant qu'auxiliaire de recherche. Son soutien financier m'a été d'un grand secours.

Par ailleurs, je remercie le département de sciences de l'environnement de l'UQAM d'avoir multiplié les efforts pour assurer la bonne intégration des étudiants internationaux - dont je fais partie - au sein de l'institution.

Merci à tout le corps professoral qui, malgré les conditions exceptionnelles de travail, a su donner un enseignement de qualité aussi bien en présentiel qu'en distantiel.

Finalement, j'aimerais exprimer ma gratitude à mes parents qui, malgré la distance, ont toujours été à mes côtés. Mille mercis à ma mère qui a toujours soutenu mes choix, tant moralement que financièrement. Je remercie également ma sœur Soura d'être toujours présente pour m'écouter, m'encourager et m'inspirer.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	vi
LISTE DES TABLEAUX.....	viii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES	ix
LISTE DES SYMBOLES ET DES UNITÉS	x
RÉSUMÉ	xi
ABSTRACT	xiii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I PROBLÉMATIQUE	3
1.1 L'acceptabilité sociale ou l'inacceptabilité sociale des projets à fort impact environnemental	3
1.1.1 Étude du cas spécifique : Exploitation des hydrocarbures sur l'île d'Anticosti	7
1.2 Question de recherche	13
1.3 Pertinence de notre projet.....	14
CHAPITRE II CADRE CONCEPTUEL	16
2.1 Qu'est-ce qu'une controverse.....	16
2.1.1 La controverse scientifique et le public profane.....	19
2.2 Qu'est-ce qu'une expertise	20
2.2.1 La théories de parties prenantes.....	21
2.2.2 La médiatisation de l'expertise.....	22

CHAPITRE III MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE	27
3.1 Choix du type de l'étude.....	27
3.1.1 Choix des principaux acteurs.....	28
3.1.2 La mission des trois organismes sélectionnés	28
3.1.3 Le rôle de chaque organisme dans le cas du projet d'exploitation pétrolière sur l'île d'Anticosti.....	29
3.2 Constitution du corpus.....	30
3.2.1 Collecte de données sur Twitter	30
3.2.2 Collecte de données sur les sites web des trois organismes	31
3.3 Analyse de discours des trois groupes.....	32
3.4 Codage des publications	32
CHAPITRE IV RÉSULTATS	37
4.1 Les types d'arguments mobilisés via les sites internet des trois organismes à l'étude.....	37
4.1.1 Étude des arguments avancés sur le site web de Nature Québec	38
4.1.2 Étude des arguments avancés par Équiterre dans son site web	47
4.1.3 Étude des arguments avancés par Greenpeace dans son site web	53
4.1.4 Comparaison entre le recours à la dimension scientifique sur les site web des trois organismes.....	57
4.2 Les approches des trois organismes sur Twitter.....	60
4.2.1 Étude des arguments avancés par nature Québec dans son Twitter	60
4.2.2 Étude des arguments avancés par Équiterre dans son Twitter.....	66
4.2.3 Étude des arguments avancés par Greenpeace dans son Twitter.....	68
CHAPITRE V DISCUSSION.....	72
5.1 Discussion des résultats de recherche.....	72
5.1.1 La place de la légitimité du discours scientifique vulgarisé.....	75
CONCLUSION.....	81
ANNEXE A Les étapes de la collecte de données sur twitter	84
ANNEXE B organisation des données sous fichier excel	86

RÉFÉRENCES..... 87

BIBLIOGRAPHIE**Erreur ! Signet non défini.**

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
1.1 Chronologie des événements : Gouvernance et exploitation pétrolière.....	10
4.1 Diagramme circulaire représentant le pourcentage des dimensions dominantes dans les publications des trois organismes (sites web).....	57
4.2 Diagramme circulaire représentant le pourcentage lié aux manières d’avoir recours à l’argument scientifique des trois organismes (sites web).....	57
4.3 Exemple de Tweets de Natures Québec illustrant l’expression de l’émotion.....	61
4.4 Tweet de Nature Québec sur l’entrevue avec la marcheuse de la traversée, montrant le nombre de retweets.....	62
4.5 Les six retweets de l’entrevue avec la marcheuse.....	63
4.6 Diagramme circulaire représentant le pourcentage des dimensions de discours des trois organismes sur Twitter.....	68

4.7	Diagramme circulaire représentant le pourcentage quant aux manières d’avoir recours à l’argument scientifique des trois organismes sur Twitter.....	69
5.1	Exemple d’implication d’experts dans le discours.....	75
5.2	Exemple de Repartage (retweets) des publications mentionnant des experts.....	76

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
4.1 Composition du corpus issu du site web de Nature Québec.....	37
4.2 Catégorisation des arguments avancés par nature Québec dans son site web.....	38
4.3 Composition du corpus du site web d'Équiterre.....	46
4.4 Catégorisation des arguments avancés par Équiterre dans son site web.....	47
4.5 Composition du corpus du site web de Greenpeace.....	52
4.6 Catégorisation des arguments avancés par Greenpeace dans son site web..	53
4.7 Catégorisation des dimensions et de types d'arguments du discours scientifique avancés par Nature Québec sur Twitter.....	59
4.8 Catégorisation des dimensions et de types d'arguments du discours scientifique avancés par Équiterre sur Twitter.....	64
4.9 Catégorisation des dimensions et de types d'arguments du discours scientifique déployé par Greenpeace sur Twitter.....	67
5.1 Récapitulatif des dimensions dominantes dans chaque plateformes.....	73

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

BAPE : Bureau d'audiences publiques sur l'environnement.

BASF Agro : association de distribution de solutions agricoles

CPTAQ : Commission de protection du territoire agricole du Québec.

GES : Gaz à effet de serre.

MERN : ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles du Québec.

OGM : Organismes génétiquement modifiés.

ONÉ : Office National de l'Énergie.

RVHQ : Regroupement vigilance hydrocarbures Québec.

SOQUIP : Société québécoise d'initiatives pétrolières.

UNESCO : Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.

LISTE DES SYMBOLES ET DES UNITÉS

% : Pourcentage.

Km : kilomètre.

RÉSUMÉ

Très souvent, les projets à fort impact environnemental sont fortement contestés par les acteurs sociaux et plusieurs sont abandonnés. Les projets extractifs envisagés sur l'île d'Anticosti ont profondément divisé la population. L'absence de documents institutionnels tels que des rapports d'évaluations d'études d'impacts ou d'audiences publiques a nourri la controverse de son début jusqu'à sa fin (2014-2017). Cela s'est reflété dans l'ensemble des médias. Ainsi, la mobilisation des discours est importante dans les dynamiques d'acceptabilité. C'est dans cette optique que plusieurs activistes ont recours à de multiples stratégies pour faire valoir leur point de vue dans l'espace public. Les médias sociaux s'avèrent être un moyen très efficace afin de mobiliser des discours pour ou contre un projet. C'est dans ce contexte que l'objectif principal de cette recherche est de savoir comment les principaux acteurs opposés aux projets d'exploitation d'hydrocarbures sur l'île d'Anticosti ont mobilisé le discours scientifique dans leurs interventions médiatiques afin d'influencer la décision de mettre fin à ce projet. Nous avons également comme objectif secondaire d'examiner le rôle spécifique des médias sociaux dans la médiatisation des arguments scientifiques, afin de voir en quoi ces canaux facilitent ou pas le déploiement de tels arguments.

Pour répondre à ces questionnements, nous avons procédé à une analyse comparative des discours de trois organismes – soit Nature Québec, Équiterre et Greenpeace – en nous attardant sur le contenu de leur site web et de leur fil Twitter. Les résultats révèlent que les principaux éléments qui modulent la mobilisation du discours scientifique par ces groupes environnementaux sont le public cible et la plateforme de diffusion. Des différences importantes entre les groupes étudiés ressortent à cet égard, surtout en ce qui concerne l'usage des sites web, dont le contenu scientifique est plus ou moins vulgarisé, selon les cas. Alors que Twitter s'adresse plus naturellement à un public plus averti, nos résultats font ressortir que, paradoxalement, le contenu y est davantage vulgarisé, tous organismes confondus. Au final, il semble que la mobilisation du discours scientifique a renforcé les liens et les interactions entre les trois organismes et le grand public, favorisant l'organisation de mouvements de masse qui ont contribué à l'abandon de ce projet.

Mots clés : mobilisation, organisme environnemental, public profane, Twitter, vulgarisation scientifique, projets extractifs, médias socionumériques, expertise.

ABSTRACT

Very often, projects with a high environmental impact are strongly contested by social actors and many are abandoned. The extractive projects envisaged on the island of Anticosti have deeply divided the population. The lack of institutional documents such as impact study or public hearing evaluation reports fueled controversy from its inception to its end (2014-2017). This was reflected in all the media. Thus, the mobilization of discourse is important in the dynamics of acceptability. It is with this in mind that many activists use multiple strategies to get their point across in the public arena. Social media is proving to be a very effective way to mobilize speeches for or against a project. It is in this context that the main objective of this research is to find out how the main actors opposed to hydrocarbon exploitation projects on Anticosti Island have mobilized scientific discourse in their media interventions in order to influence the decision to stop this project. Our secondary objective is also to examine the specific role of social media in the mediatization of scientific arguments, in order to see how these channels facilitate or not the deployment of such arguments.

To answer this question, we conducted a comparative analysis of the speeches of three organizations - Nature Québec, Équiterre and Greenpeace - by focusing on the content of their website and twitter feed. The results reveal that the main elements that modulate the mobilization of scientific discourse by these environmental groups are the target audience and the dissemination platform. Important differences between the groups studied stand out in this regard, especially with regard to the use of websites, the scientific content of which is more or less popularized, depending on the case. While twitter is more naturally aimed at a more informed audience, our results show that, paradoxically, the content is more popular there, all organizations combined. In the end, it seems that the mobilization of scientific discourse has strengthened the links and interactions between the three organizations and the general public, favoring the organization of mass movements which participated in the abandonment of this project.

Keywords : Mobilization, environmental organization, lay public, Twitter, popular science, extractive projects, social media, expertise.

INTRODUCTION

Au Québec, comme dans la plupart des pays développés, les projets extractifs ou énergétiques majeurs sont généralement soutenus par les gouvernements dans le but d'améliorer les finances publiques (Batellier, 2015). Cependant, ces projets à fort impact environnemental sont souvent fortement contestés par les acteurs sociaux, et plusieurs sont abandonnés. Pensons, à titre d'exemple, au projet d'exploration et d'exploitation du gaz de schiste dans les basses terres du St-Laurent, la région la plus peuplée du Québec: selon les opposants à ce projet, celui-ci aurait pu avoir des impacts catastrophiques sur la communauté d'accueil, sur la qualité de l'environnement et sur le secteur économique (Noury, 2014). Mentionnons également le projet d'ouverture et d'exploitation d'une mine d'apatite à Sept-Îles : le fait que le projet se trouve entouré de plusieurs autres entreprises a compliqué l'étude d'impact; par conséquent, la tension entre les groupes sociaux a marqué l'audience publique à ce sujet (Arnaud., 2013) et le projet fut rejeté. Mentionnons enfin le projet Énergie Est, un pipeline de 4600 kilomètres faisant en sorte qu'un million de barils de pétrole bitumineux pourraient circuler dans le sous-sol de Vaudreuil-Soulanges, également abandonné par son exploitant TransCanada, en 2017 (Wolde-Giorghis, 2017), à la suite de fortes contestations sociales. Cette décision a été célébrée par un grand nombre de Québécois, qui craignaient une contamination de leur drains agricoles en cas de déversements et d'explosions possibles avec le pipeline, d'autant plus que les études géotechniques de TransCanada n'ont jamais assuré une traversée sécuritaire des cours d'eau dans la région (Martin, 2015). Dans tous les cas, on peut dire que ces projets n'étaient pas socialement acceptables (Sainte-Marie, 2016).

Nous nous intéressons, dans ce mémoire, à la contestation sociale ayant eu cours entre 2014 et 2017, en lien avec le projet d'exploitation des hydrocarbures sur l'île d'Anticosti, dans le Golfe du Saint-Laurent. Comme les exemples tout juste présentés, ce projet a soulevé une vive controverse sociale, les citoyens et plusieurs groupes environnementaux étant inquiets des impacts environnementaux de l'exploitation envisagée. Nous nous intéressons, dans ce mémoire, à la mobilisation de l'argument de nature scientifique dans ces débats, en nous penchant plus particulièrement sur les discours mobilisés par trois organismes environnementaux qui se sont clairement prononcé contre ce projet, soit Nature Québec, Équiterre et Greenpeace. Par l'entremise d'une démarche empirique, nous examinons les types d'arguments mis de l'avant par ces organismes pour s'opposer au projet, en nous penchant sur le contenu de leur site internet et de leur compte Twitter. Nous cherchons ainsi à savoir si la manière de mobiliser l'argumentation scientifique varie entre ces deux différents canaux, et si elle se distingue d'un organisme à l'autre. Le tout nous permet de réfléchir à la légitimité des arguments ainsi avancés, et ultimement aux effets de l'argumentation scientifique dans un débat lié à un projet d'exploitation de ressources naturelles à fort impact environnemental.

Dans ce mémoire, nous présenterons d'abord la problématique de recherche, le cadre conceptuel, la méthodologie utilisée, les résultats et la discussion de ceux-ci pour enfin pouvoir répondre à notre question de recherche.

CHAPITRE I

PROBLÉMATIQUE

Dans ce chapitre, nous expliquons la problématique de notre recherche, puis présentons notre question de recherche et nos objectifs. Nous terminons ce chapitre en exposant la pertinence de notre projet sur les plans social et scientifique.

1.1 L'acceptabilité sociale ou l'inacceptabilité sociale des projets à fort impact environnemental

Ces dernières années, en contexte québécois et dans la foulée de la contestation de plusieurs projets, on parle beaucoup d'acceptabilité sociale en lien avec les débats sociopolitiques liés à ces projets. Les enjeux liés à un projet, les préoccupations formulées par les parties prenantes ainsi que les impacts potentiels sur l'environnement physique et humain sont les principaux éléments qui influencent l'acceptabilité sociale.

Or, l'idée d'acceptabilité existe depuis longtemps, bien qu'on y a longtemps référé sous d'autres appellations telles qu'un appui populaire, une crise ou une opposition (Batellier et Maillé, 2017). Sans l'accord des communautés soumises aux risques de certains projets, notamment les projets d'exploitation des ressources naturelles, ces derniers risquent d'être rejetés (Baba et Raufflet, 2015). Le risque de rejet s'accroît lorsque les projets se rapprochent des milieux densément peuplés comme c'est le cas dans le centre du Québec (pensons au projet de stockage du gaz naturel liquéfié et de

regazéification à Bécancour (Carrier), dans le Bas-Saint-Laurent (pensons au projet d'exploration et d'exploitation du gaz de schiste, mentionné plus haut (Dufour, Bherer et Allison, 2015), dans la région administrative des Laurentides (pensons au projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement technique de Sainte-Sophie (WM Québec, 2020) et bien sûr, dans les agglomération de Montréal et de Québec (pensons aux projets de forages dans des zones marines protégées, dont le golfe du Saint-Laurent, le long de la côte Est et au large de Terre-Neuve (Shields, 2020).

On peut dire que le concept d'acceptabilité sociale en est venu à influencer l'existence et à conditionner la réalisation des projets de développement, peu importe leurs tailles et leurs domaines : industriel, agricole, commercial, transport ou gestion des matières résiduelles (Batellier et Maillé, 2017). Dans le cadre de ce mémoire, nous nous intéressons plus spécifiquement au secteur de l'exploitation des ressources naturelles.

Au cours des dernières années, les mobilisations sociales liées aux projets d'exploration et d'exploitation des ressources naturelles au Québec ont été étudiées du point de vue des facteurs conditionnant le positionnement du public. Toutefois, on a peu porté attention à la définition de la notion d'acceptabilité sociale (Batellier et Maillé, 2017). Lorsque les conditions de réalisation d'un projet sont jugées comme étant inacceptables et sont ainsi la cause de divergences d'opinions, elles peuvent mener à une action collective (Baba et Raufflet, 2015). Le terme « acceptabilité sociale » est fréquemment utilisé dans les rapports d'étude d'impact ou les rapports du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (Simard, 2021). C'est le cas aussi dans les décisions de la commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ), où sont évoqués les termes d'acceptabilité ou d'acceptation sociale, sans pour autant que ceux-ci soient définis. Au Québec, cette notion n'est, à notre connaissance, employée dans aucune loi ou réglementation, même celle sur le Développement durable qui mentionne toutefois que « La participation et l'engagement

des citoyens et des groupes qui les représentent sont nécessaires pour définir une vision concertée du développement et assurer sa durabilité sur les plans environnemental, social et économique » (Ministère de l'environnement et de la lutte contre le changement climatique, 2021, p. 1). Par ailleurs, le grand chantier lancé en 2014 par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) du Gouvernement du Québec et qui a pour but d'améliorer les mécanismes de consultation publique pour une acceptabilité sociale des projets en développement, témoigne d'une certaine institutionnalisation de la notion (Gendron, Yates et Motulsky, 2016).

Il existe une multitude de synonymes et d'expressions alternatives à la notion d'acceptabilité sociale, telle que la notion de permis social d'opérer, souvent utilisée par les promoteurs (Nelsen, 2006), la notion de développement territoriale durable (Saucier *et al.*, 2009), le développement local résilient (Raufflet, 2014) ou encore la notion de consentement préalable libre et éclairé (Batellier, 2015).

Indépendamment des différentes appellations, l'origine de l'acceptabilité ou de l'inacceptabilité sociale reste la même. Elle résulte de l'enchevêtrement de plusieurs facteurs individuels tels que le vécu social et culturel, les facteurs psychologiques et physiologiques, la personnalité et l'ouverture d'esprit (Bailly, 1974). Malgré les facteurs individuels et les préférences personnelles, l'évaluation collective d'un projet se base sur des valeurs et des principes communs participant à la naissance d'un jugement collectif et dynamique pouvant être influencé lors des dialogues sociaux entre les décideurs et les populations concernées (Gendron, 2014). Dans cette perspective, l'acceptabilité sociale peut être définie comme l'« assentiment de la population à un projet ou à une décision résultant du jugement collectif que ce projet ou cette décision est supérieur aux alternatives connues, y compris le statu quo » (Gendron, 2014, p. 124).

Puisque la notion relève d'un construit social, la mobilisation des discours est importante dans les dynamiques d'acceptabilité : les discours participent à cette construction, et emprunte pour ce faire à différents types d'argument, dont l'argument de nature scientifique. C'est dans cette optique que plusieurs activistes, ou parties prenantes, ont recours à de multiples stratégies pour faire valoir leur point de vue dans l'espace public. Selon Freeman, une partie prenante représente un groupe d'individus ou tout individu qui peut affecter ou être affecté par la réalisation des objectifs organisationnels (Freeman, 2010). Parmi les stratégies déployées par ces acteurs, mentionnons le recours aux médias ou aux médias sociaux, les outils juridiques, la publicité, ou encore la création de coalitions (advocacy coalition). D'ailleurs, on remarque depuis quelques années une professionnalisation des approches communicationnelles, développées selon une démarche planifiée et stratégique au fil des luttes passées (Yates, 2013).

Parmi les stratégies tout juste mentionnées, les médias sociaux s'avèrent être un moyen très efficace afin de mobiliser des discours pour ou contre un projet. L'expertise scientifique, ou la contre-expertise, peut ainsi être diffusée et relayée à large échelle. Il en va de même du point de vue des citoyens. Les médias socionumériques permettent ainsi à ces derniers d'avoir un accès facile aux informations et de bénéficier d'une voie additionnelle afin d'exprimer leurs points de vue. Ceci fut remarqué lors de plusieurs événements tels que le G20 à Toronto en 2010 (Poell et van Dijck, 2017), la grève étudiante de 2012 au Québec (Lalancette, Raynauld et Crandall, 2019) ou encore le projet de construction de l'oléoduc Énergie Est, toujours au Québec (Lauzon, 2017). De leur côté, les promoteurs de projets – publics ou privés – sont fortement présents sur ces plateformes pour faire valoir la légitimité de leurs entreprises et tenter d'influencer l'acceptabilité sociale de façon active en entrant en contact direct avec les populations concernées (Lalancette, Raynauld et Crandall, 2019). C'est pourquoi ces

technologies sont parfois envisagées comme un outil favorisant le dialogue – élément clé du processus pouvant mener à l’acceptabilité sociale (Yates, 2018).

Or, cette stratégie de communication déployée sur les médias sociaux ne respecte pas toujours les règles de transparence et de participation car, très souvent, le contenu partagé n’est pas entièrement véridique, manque de sincérité et de justesse (Asdourian, 2015). À titre d’exemple, des débats sur l’autorisation des cultures génétiquement modifiées (OGM) en France ont créé une importante polémique à cause du manque de clarté quant aux avantages et aux dangers des OGM, ce qui a permis d’exploiter facilement les peurs des consommateurs. Selon Jean-Marc Petat, le directeur environnement de BASF Agro, ceci est le résultat d’une monopolisation du discours par certaines associations qui ne donnent pas une vision claire des bénéfices des OGM (Bamat, 2010). Les médias sociaux permettent aussi d’attaquer, de condamner et d’intimider facilement les citoyens critiques, impliqués ou opposés aux projets.

Nous nous intéressons donc à l’usage des médias, et particulièrement des médias socionumériques, lors de controverses soulevant des enjeux d’acceptabilité sociale. Nous souhaitons nous pencher plus particulièrement sur la manière dont ces médias ont pu permettre la mobilisation d’un discours scientifique en lien avec les projets d’exploitation des hydrocarbures sur l’île d’Anticosti.

1.1.1 Étude du cas spécifique : Exploitation des hydrocarbures sur l’île d’Anticosti

En raison de la richesse de ses énergies renouvelables et surtout, de son expertise dans le domaine de l’hydroélectricité, le Québec n’a pas développé d’expertise spécifique dans le domaine des hydrocarbures, bien qu’en 2016, ces derniers représentaient la moitié du bilan énergétique du Québec (Ministère de l’Énergie et des Ressources

naturelles, 2016). Or, à partir de 2004, des pressions se font sentir pour que le Gouvernement du Québec se penche sur le caractère stratégique de ses ressources en hydrocarbure, notamment dans l'optique de mettre une fin à la dépendance énergétique envers les puissances étrangères. Dans un avis d'expert présenté au ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs à propos de la sécurité et de l'avenir énergétique du Québec, intitulé « Les ressources en hydrocarbures au Québec », Pierre-André Bourque (2004, p. 16), le géologue déclare ainsi que :

Dans la conjoncture actuelle où les hydrocarbures occupent une place très importante (51%) dans le bilan énergétique du Québec, où les besoins en transport sont presque exclusivement comblés par les produits pétroliers, où les prévisions indiquent que cette situation changera peu dans les prochaines décennies, où le marché fera de plus en plus face à des réserves et à une production mondiale en décroissance et à une compétition pour cette ressource de plus en plus forte, il devient impérieux pour le gouvernement du Québec de procéder à une évaluation de son potentiel en hydrocarbures et de soutenir l'exploration pétrolière et gazière sur son territoire dans le but d'assurer la sécurité de ses approvisionnements. La logique économique, politique, sociale et technologique commande qu'on procède en urgence à l'inventaire de ce potentiel.

Dans la perspective de cet expert, malgré les aspirations de réduction des gaz à effets de serre (GES), le marché des hydrocarbures demeure fructueux pour le Québec. Selon André Proulx, fondateur de l'entreprise Pétrolia, Anticosti représente en ce sens une opportunité indéniable car elle « pourrait bien renfermer des dizaines de milliards de barils de pétrole, mais il semble aussi que le sous-sol de la plus grande île de la province se classerait parmi les gisements de classe mondiale » (propos rapportées par Shields, 2011). Partant de cette prémisse, la société Hydrocarbures Anticosti, en partenariat

avec Pétrolia, Corridor Ressources, St-Aubin E&P et Ressources Québec, a procédé à la première phase exploratoire en 2014, laquelle s'est poursuivie en 2015. Une deuxième phase de travaux d'exploration était prévue en 2016 (Shields, 2014), alors que l'opposition contre le projet prenait de l'ampleur.

Ainsi, en 2017 et devant la forte contestation sociale liée à ce projet, le Gouvernement du Québec met officiellement fin au scénario de l'exploitation des hydrocarbures sur l'île. C'est là où « le gouvernement a compris que l'acceptabilité sociale, ça veut dire quelque chose », souligne alors John Pineault, le maire d'Anticosti (propos rapportés dans Dion, 2017). Les Anticostiens dépendent certes du pétrole dans leur vie quotidienne pour se chauffer, pour cuisiner ou pour s'éclairer, mais pour eux, les projets pétroliers sur leur territoire posent une inquiétude pour leur milieu de vie. Les usages quotidiens des Anticostiens sont en effet marginaux par rapport à une exploitation commerciale, l'île étant la municipalité la moins peuplée au Québec (Grand Québec, 2017). Selon Anne-Isabelle Cuvillier, qui est allée à la rencontre de la population Anticostienne, les citoyens estiment que : « C'est sûr et certain que cela affecterait ce qui va nous rester après c'est-à-dire, la chasse, la pêche et le tourisme » (Cuvillier, 2015).

Mentionnons que le gouvernement de Pauline Marois est celui qui a ouvert le territoire d'Anticosti à l'exploration par les compagnies d'exploitations pétrolière. Cependant, une grande part de la controverse s'est déroulée alors que Philippe Couillard était premier ministre. À l'époque, ce dernier présentait le projet comme un « cadeau empoisonné » de la part du gouvernement précédent. Ainsi, même si le Parti libéral de Philippe Couillard s'est montré plutôt réfractaire au projet, il estimait qu'une fois au pouvoir, il n'avait pas le choix d'aller de l'avant, en raison des contrats établis : « J'aurais préféré ne pas trouver ce projet sur mon bureau », déclarait à Radio-Canada le premier ministre Couillard en 2017 (Radio-Canada, 2017, p. 3). Selon Amir Khadir, de

Québec solidaire, cette prise de position qualifie les deux gouvernements de « gouvernement Pétroliers » (propos rapportés dans Radio-Canada, 2017). Dans la figure suivante, nous montrons l’enchevêtrement de la controverse au fil des deux gouvernements en présence.

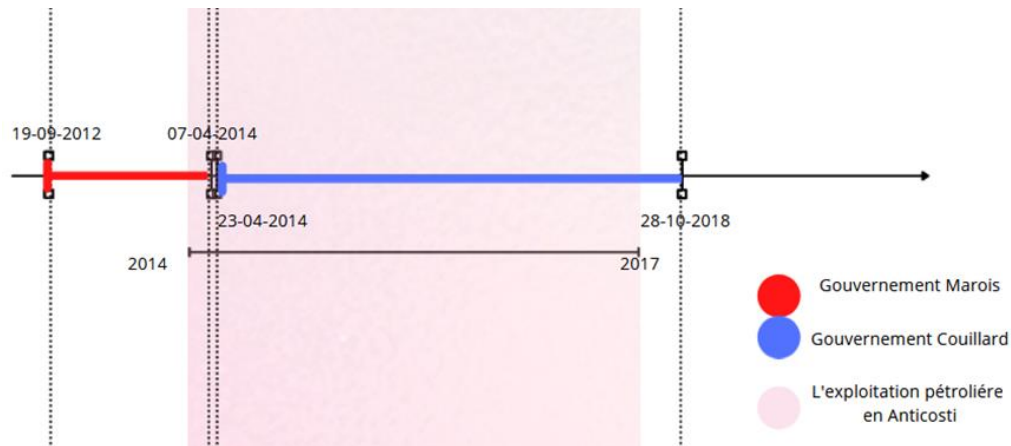


Figure 1.1 Chronologie des événements : Gouvernance et exploitation pétrolière.

Durant toute la période de controverse, le nombre d’opposants était beaucoup plus élevé que celui des partisans, ce qui a créé beaucoup de pression sur les décideurs. Les opposants au projet, dont le Regroupement vigilance hydrocarbures Québec (RVHQ), ainsi que différents groupes environnementaux, ont mis de l’avant divers arguments pour faire valoir leur opposition au projet, dont des arguments de nature scientifique. Par exemple, les membres du RVHQ ont relayé les arguments avancés par Denise Campillo (2015, p. 1), « simple citoyenne » et membre du RVHQ :

Sur le plan environnemental, le forage de puits et l’installation des plateformes de production, la fracturation avec ses effets secondaires (consommation et pollution d’énormes quantités d’eau, risques sismiques), la construction de routes et l’installation de pipelines causeraient la

dévastation de vastes étendues de l'île. L'aménagement d'un port pour transporter le pétrole hors de l'île, dans une zone connue pour les dangers de la navigation, et l'augmentation du trafic maritime dans le milieu fragile du golfe du Saint-Laurent ajoutent au danger de l'ensemble du projet.

Parmi les autres groupes opposés au projet, citons entre autres Nature Québec et Équiterre, ainsi que les grandes centrales syndicales, qui tous réclamaient une évaluation environnementale stratégique et une consultation publique avant tout forage sur Anticosti. Ces derniers estimaient ainsi que la décision du gouvernement de se lancer directement dans l'exploration était injuste et irresponsable. Par ailleurs, les raisons pour lesquelles les deux gouvernements refusaient la réalisation de cette évaluation restent vagues.

En contrepartie, les promoteurs Junex, Pétrolia et son partenaire Corridor Ressources, ont répondu qu'Anticosti représentait un énorme potentiel pétrolier de 40 milliards de barils, et qu'il serait ainsi irresponsable de ne pas l'exploiter (Radio-Canada, 2013). Selon Germain Belzile, chercheur associé à l'Institut économique de Montréal « L'exploitation de telles ressources naturelles sur le territoire d'Anticosti, qui est 16 fois plus grand que Montréal, et qui n'a que 200 habitants, n'aurait présenté que des avantages pour le Québec » (Kamgang, 2017, p. 1).

Devant la pression populaire et malgré qu'il était lié par contrat, le gouvernement de Philippe Couillard a finalement refusé d'appuyer financièrement les travaux de Pétrolia, une étape nécessaire à leur réalisation. Cette dernière l'a d'ailleurs accusé de ne pas respecter son engagement financier (Bergeron, 2016). Cette décision a marqué le début de la fin des travaux d'exploration et d'exploitation pétrolière sur l'île d'Anticosti. Alors, comme cela fut le cas pour de nombreuses autres entreprises pétrolières qui l'ont

précédé, le séjour de Pétrolia sur l'île d'Anticosti était presque terminé, selon Bergeron (2016a, p. 2) :

Pétrolia devra faire le deuil d'Anticosti et se résoudre à ajouter son nom à la longue liste de sociétés qui ont échoué sur ses rives. Car elles sont nombreuses — Atlantic Richfield, Consolidated Paper, Encal, Hydro-Québec, Imperial Oil, Shell, la Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP) — à avoir appris à leurs dépens que l'île au trésor était en fait un triangle des Bermudes financier.

Pour bien marquer le coup, le 26 janvier 2017, le gouvernement Couillard appuyait officiellement la candidature de l'île d'Anticosti au patrimoine mondial de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Si obtenu, ce statut signifierait la fin de tout projet d'exploitation pétrolière sur l'île d'Anticosti (Shields, 2017). Il n'en demeure pas moins que pour certains acteurs sociaux, le risque environnemental posé par ces compagnies sera toujours présent, puisqu'il est probable qu'elles se tournent vers d'autres lieux pour développer leurs projets, d'autant plus que leur capacité financière avait augmenté grâce aux énormes compensations financières reçues du gouvernement à la suite de la rétrocession des permis d'exploration sur l'île. C'est notamment le point de vue présenté par Carole Dupuis (2017, p. 1), coordonnatrice générale et porte-parole du Regroupement, dans le communiqué intitulé «Fin de l'aventure pétrolière et gazière sur l'île d'Anticosti : une victoire amère pour la population québécoise» :

C'est une victoire au goût très amer pour la population québécoise, d'autant plus que la plupart des compagnies concernées risquent d'utiliser ce cadeau du gouvernement Couillard pour financer d'autres projets tout aussi désastreux pour l'environnement ailleurs au Québec, en commençant par la Gaspésie.

1.2 Question de recherche

La mobilisation du discours scientifique dans l'ensemble des médias est généralement mise de l'avant par les promoteurs de projets, qui estiment souvent être les seuls à avoir la légitimité nécessaire pour parler des enjeux liés à leur projet et imposer leurs points de vue sur les populations concernées, aux profits de leurs intérêts. Dans une perspective assez répandue, comprendre les enjeux d'un projet donné demande une spécialisation dans le domaine de l'évaluation environnementale et des années d'expertise. Dans une telle optique, il est vu comme illogique que de « simples citoyens » osent se prononcer sur des enjeux complexes après avoir réalisé quelques recherches sur internet. Or, le recours à un discours scientifique déployé dans les médias n'a jamais pu convaincre une population méfiante de la neutralité, de la crédibilité et de l'absence de conflits d'intérêts des entreprises porteuses de projets (Gendron, 2016).

L'un des principaux facteurs créateurs de la rupture et de la mécompréhension entre les promoteurs et les populations concernées est la complexité du discours scientifique adressé à ce public non-spécialiste. Cela appelle une certaine réduction de la complexité pour pouvoir colmater la brèche entre science et société. Une telle approche – qui ne saurait pour autant trop aplanir la complexité inhérente aux objets ou projets qui font débat – peut permettre aux citoyens d'avoir des réponses claires à leurs questions. Cela fait en sorte que le discours scientifique soit « en permanence plongé dans le monde social dont il est issu » (Barthe, Callon et Lascoumes, 2014, p. 150).

Dans le cas où il n'est pas possible de trouver un terrain d'entente entre promoteurs et citoyens, des affinités sont susceptibles de se créer entre citoyens ayant des préoccupations similaires. Souvent, les organisations environnementales opposées aux projets à fort impact environnemental déploieront un discours visant à informer les

citoyens de l'impact que peuvent avoir ces projets sur leur qualité de vie, et cherchant à mobiliser ces derniers. Ces groupes développeront, pour ce faire, des arguments de nature scientifique, qu'ils pourront vulgariser. Des groupes pourront alors se former en réaction à la délégation de parole aux représentants classiques – les promoteurs et leurs experts – donnant naissance à l'émergence d'une contre-expertise. Celle-ci sera véhiculée dans les médias sous plusieurs formes : pétitions, évènements, grèves, mouvements. Ainsi seront écartés les obstacles à l'action collective et sera facilitée la participation des minorités au débat public (Barthe, Callon et Lascoumes, 2014).

C'est sous l'éclairage de ces considérations que l'objectif principal de ce mémoire est **d'examiner comment les groupes environnementaux opposés au projet d'exploitation d'hydrocarbures sur l'île d'Anticosti ont mobilisé le discours scientifique dans leurs interventions médiatiques afin d'influencer la décision de mettre fin à ce projet.**

Mentionnons que le terme « mobilisation » est ici utilisé au sens de « faire appel à (des personnes, des idées) » (Le Robert, 2021, p.1).

Nous avons également comme objectif secondaire **d'examiner le rôle spécifique des médias sociaux dans la médiatisation des arguments scientifiques, afin de voir en quoi ces canaux facilitent ou pas le déploiement de tels arguments.**

1.3 Pertinence de notre projet

Sur le plan scientifique, notre projet permettra d'examiner la manière dont on peut mobiliser le discours scientifique en mettant en évidence l'usage des médias, y compris les médias sociaux, dans le cas de controverses soulevant des enjeux d'acceptabilité sociale de projets touchant l'environnement. Cette dimension a, encore jusqu'ici, été

relativement peu examinée dans la littérature. Notre projet permettra ainsi de nourrir la réflexion sur les processus de médiatisation à l'œuvre lors de controverses qui soulèvent des enjeux d'acceptabilité sociale, notamment en ce qui a trait à la mobilisation du discours scientifique.

Sur le plan social, notre mémoire permettra aux citoyens de mieux saisir les dynamiques à l'œuvre lors de la discussion de projets controversés, notamment en ce qui a trait aux différents types d'arguments qui peuvent être mis de l'avant dans ces discussions.

CHAPITRE II

CADRE CONCEPTUEL

Dans ce chapitre, nous nous penchons sur les notions de controverse et d'expertise, tout en accordant une importance particulière à la controverse scientifique et au processus de médiatisation qui l'accompagne.

2.1 Qu'est-ce qu'une controverse?

Une controverse est un problème public qui passe d'une simple conversation à une polémique et un mouvement politique souvent puissant regroupant la population concernée selon les intérêts et les opinions en commun autour d'un même sujet (Le Marec et Babou, 2015). De la sorte, la controverse est le résultat des oppositions entre acteurs possédant de valeurs différentes (Meyer, 2015). La controverse se distingue des autres conflits par son aspect centré sur un territoire donné (Lemieux, 2007) où, au minimum, deux groupes d'individus sont en opposition sur un sujet précis. Comme le précise Chevallier-le (2015, p. 23) dans « Polémique, débat et controverse : retour sur une notion », la controverse se situe entre la polémique et la discussion :

La controverse se situe à égale distance de ces deux extrêmes [la polémique et la discussion]. À [leur] différence, où la question du sujet est déterminante, la controverse est centrée sur l'objet, plus précisément ses prédicats, lesquels peuvent faire l'objet d'un affrontement.

La controverse est basée sur des incertitudes – au niveau de l’environnement et de la santé, des doutes techniques et réglementaires – elle serait « fréquemment perçue comme la conséquence d’un déficit de communication et d’information : le savant ou le politique n’ont pas voulu (ou ils n’ont pas réussi à) se faire comprendre du citoyen ordinaire » (Callon, 2001, p. 49). Selon Callon (2001), le manque de communication et d’information ainsi que la multiplicité des enjeux entourant un projet sont à l’origine de la controverse qui, souvent, permet de « souligner l’impact environnemental, classiquement sous-estimé dans les grands projets » (p. 53).

La controverse n’est pas que négative, au contraire : elle permet d’ouvrir de nouvelles pistes de réflexion et de découvrir de nouvelles solutions ou de nouvelles alternatives tout « en allant au-delà de la liste établie par les acteurs officiels » (Callon, 2001, p. 54).

Les chercheurs en science humaines et sociales divisent la controverse en deux grands groupes : 1) la controverse scientifique ou savante et 2) la controverse publique ou sociotechnique (Gingras, 2014).

La controverse scientifique ou savante regroupe des experts qui débattent sur des théories, des faits ou des résultats en utilisant des arguments et des preuves scientifiques pouvant aboutir à de nouveaux faits ou de nouvelles méthodes susceptibles d’ouvrir de nouvelles pistes de débat (Gingras, 2014). On cite, à titre d’exemple, la célèbre question de : Si l’Homme et le singe sont issues du même ancêtre, pourquoi le singe n’a-t-il pas évolué (Gathon, 2018; Brasier, 2019).

Quant à la controverse publique ou sociotechnique, son champ s’élargit de celui de la controverse scientifique pour comprendre d’autres participants de toutes les disciplines et les catégories sociales. Contrairement aux experts d’une même discipline, ces derniers proviennent de disciplines distinctes et possèdent des niveaux de savoirs

différents (Gingras, 2014). Ces divergences peuvent accentuer les tensions entre les différents groupes d'intérêts et sont susceptibles de transformer la controverse en « crise institutionnelle » (Lemieux, 2007, p. 3), c'est-à-dire que le conflit s'élargit et sort de son aire de confinement pour mobiliser d'autres secteurs tels que les forces de l'ordre ou les médias (Lemieux, 2007). Ceci se manifeste davantage, notamment, lors des débats sur la santé publique et sur l'environnement (Gingras, 2014). Citons, à titre d'exemple, la controverse liée à l'acceptabilité sociale de la vaccination contre pandémie récente du COVID-19 : dans ce type de controverse les arguments et les preuves scientifiques ne sont pas suffisants pour en venir à une conclusion qui fait consensus (Gendron, 2016).

Malgré la difficulté d'entamer un débat sur une controverse scientifique avec des non-spécialistes, il est normal que les publics veuillent participer aux discussions sur un objet controversé lorsque la découverte de nouveaux faits et de nouveaux champs d'études risque de menacer leur santé et leur qualité de vie. Ceci contraint les scientifiques à faire des efforts additionnels pour assurer une transmission claire d'idées et d'informations susceptibles de rassurer les « simples citoyens ». C'est le cas de la vaccination obligatoire contre la COVID-19, décision qui demeure controversée, certains acteurs étant pour, contre ou encore neutres (Cohen, 2020). Dans « Comment aborder les controverses? Analyser, enseigner et confiner les conflits socio-techniques », Meyer (2015, p. 41) explique pourquoi la manière dont les scientifiques transmettent les informations lors d'une controverse scientifique touchant le grand public montre les principes et les valeurs du corps scientifique :

Les controverses présentent l'avantage que les parties en présence rendent explicites des processus sociaux, qui ne sont d'habitude pas visibles de l'extérieur. Des processus qui se cachent normalement dans les laboratoires et les bureaux sont amenés au grand jour, au vu et au su du public.

Lorsque la controverse est liée à certains risques que doit subir involontairement une partie de la population, l'intégration des principes de la gestion participative des risques est susceptible d'améliorer les réponses, de faciliter la prise de décision et de gagner du temps (Roussel, 2018). « Pour y arriver, on doit instaurer des valeurs de prises de pouvoir, d'engagement, de collaboration dans un esprit non-compétitif ainsi que de partage de la connaissance et de l'information » (Roussel, 2018, p. 1). Selon la Conférence mondiale pour la réduction des catastrophes organisée à Kobe en 2005 et englobant 168 pays, avoir une compréhension des risques fondée sur les connaissances scientifiques est un élément essentiel de l'approche participative (Le Masson, Gaillard et Texier, 2009). Cependant, le discours déployé par les experts afin de partager ces connaissances scientifiques est susceptible de créer des oppositions avec les citoyens non experts ou « profanes ».

2.1.1 La controverse scientifique et le public profane

La place des « simples citoyens » lors de controverses scientifiques peut paraître discutable compte tenu de la faible expertise de ces derniers, mais elle est en fait primordiale pour étudier les effets directs d'un projet ou d'une décision sur une population. En effet, même s'il est vrai que ces « profanes » sont porteurs de peu de connaissances académiques ou techniques, il n'en demeure pas moins qu'ils sont les experts de leur milieu, du fonctionnement de leur communauté. Ce type de savoir peut être conçu comme étant « une expertise basée sur l'expérience à partir de laquelle les opposants ont pu critiquer les avis institutionnels en soulignant notamment les spécificités locales » (Gendron, 2016, p. 14). Un tel apport permet de tester « l'adéquation entre les objectifs des experts et les connaissances ou méthodes qu'ils utilisent » (Séguin, 2016, p. 12). Ainsi, l'intégration des profanes dans le processus décisionnel semble être une bonne idée (Barthe, Callon et Lascoumes, 2014).

2.2 Qu'est-ce qu'une expertise?

Lors d'une controverse, des spécialistes issus de plusieurs domaines différents interviennent à titre d'experts. Le terme « expert » désigne « un individu qui possède une supériorité épistémique (c'est-à-dire une supériorité de connaissance) dans un domaine donné » (Claveau et Prud'homme, 2018, p. 13). À partir de cette définition, on comprend qu'un expert n'est expert que dans son domaine de compétence. Sur ce, Paul Feyerabend (1999) dit qu'« un expert est un individu qui a décidé d'atteindre l'excellence, l'excellence suprême dans un domaine étroit aux dépens d'un développement équilibré » (Paroles reportées dans Claveau, 2018). C'est pour cela que pour éclairer une situation controversée, on fait appel à une multiplicité d'experts issus de domaines différents pour mobiliser leur connaissance et aider à la prise de décision. Dans cette perspective, la notion d'expertise réfère à l'emploi du savoir en période de consultations, soit au moment qui précède la prise de décision (Montpetit et Harvey, 2018). Cependant, « ceci ne signifie nullement que l'expertise puisse se définir purement et simplement comme l'expression d'une connaissance » (Roqueplo, 1997, p. 14). L'expertise désigne plutôt la capacité de trouver « une preuve absolue » (Demeurisse, 2002, p. 6) susceptible de faciliter la prise de décision, en tenant compte de la pluralité et la diversité des acteurs en présence. L'expertise est constituée de trois pôles: « un pôle scientifico-technique, un pôle sociologique et économique, un pôle réglementaire » (Amar *et al.*, 1996, p. 67). Les acteurs issus des différents pôles apportent des arguments confirmant leurs hypothèses sous forme d'un rapport d'expertise qui vient appuyer la décision (Demeurisse, 2002). Celle-ci doit donc reposer sur la prise en compte des diverses expertises qui ont été formulées à l'endroit d'un projet ou d'un objet donné. Comme l'explique Josianne Demeurisse (2002, p. 7) dans « Expertise scientifique, histoire et preuve » :

Les analyses scientifiques, établies par des experts médicaux, révèlent des certitudes dans leur domaine d'expertise, mais non dans l'interprétation qui en découle. Elles servent donc aux commanditaires pour appuyer leurs hypothèses, cette validation leur appartenant personnellement, car les experts scientifiques ne se sont prononcés qu'au nom de leur propre discipline. L'expertise scientifique, est convoquée par les historiens en vue d'administrer la preuve. Malgré l'interaction d'acteurs hétérogènes, l'expertise n'affirme pas ; elle donne un avis sur une question précise. En effet, elle ajoute un élément au savoir. Pour certains, le doute subsiste toujours.

2.2.1 La théories de parties prenantes

La théorie des parties prenantes peut être utile afin de cartographier les différentes expertises en présence liées à un projet ou un objet donné, et ainsi s'assurer de tenir compte de l'expertise que peuvent apporter l'ensemble des acteurs concernés. Tel que stipulé en introduction, les parties prenantes sont constituées « tout groupe ou individu qui peut affecter ou être affecté par la réalisation de l'objectif d'une organisation » (Freeman, 2010, p. 52). En général, le nombre de parties prenantes tend à se multiplier lors de projets controversés; bien entendu, les citoyens « profanes » doivent être considérés comme une partie prenante incontournable lors de la discussion de tels projets.

Ainsi, la théorie de parties prenantes vise à décrire l'état d'une entreprise en présence d'une foule d'acteurs prêts à revendiquer pour moduler les activités de l'organisation. Elle prend une dimension instrumentale lorsqu'il s'agit des activités de l'entreprise et normative vis-à-vis des préoccupations légales des différents acteurs (Donaldson et

Preston, 1995). Il existe plusieurs modèles visant à classer les différentes parties prenantes d'une organisation. Selon un des modèles classiques, les critères de catégorisation d'une partie prenante sont l'urgence, le pouvoir et la légitimité. Ces critères sont attribués soit alternativement, cumulativement, potentiellement ou actuellement (Mitchell, Agle et Wood, 1997). Par exemple, un employé peut avoir le pouvoir de proposer de nouvelles idées, sans en avoir la légitimité. Inversement, un directeur est une partie prenante ayant la légitimité et le pouvoir de prendre une décision au sein de l'organisation, mais sans nécessairement que ses désirs ou revendications ne s'incrivent dans l'urgence. Selon les critères de catégorisation tout juste mentionnés, Mitchell, Agle et Wood ont identifié sept types de parties prenantes : 1) discrétionnaires, 2) dépendantes, 3) dominantes, 4) dormantes, 5) urgentes, 6) prégnantes et 7) dangereuses (Mitchell, Agle et Wood, 1997).

2.2.2 La médiatisation de l'expertise

Pour participer au développement du débat au cœur d'une controverse, l'expertise doit être médiatisée. Cette communication de l'expertise auprès du public exige que les rapports d'expertise soient abordables par tous les lecteurs, et qu'ils soient donc « d'une écriture plaisante et peu (lourdement) pédagogique » (Beacco, 2000, p. 6). Cette vulgarisation scientifique devient incontournable lorsque le scientifique s'adresse au grand public, qui possède différents niveaux de savoir (Bensaude-Vincent, 2010). Autrement dit, la vulgarisation scientifique raccourcit le décalage de savoir entre les profanes et l'élite scientifique. Il s'agit cependant de transmettre le savoir de manière accessible, mais sans pour autant aplanir toute la complexité liée au sujet, sans le « faire descendre au niveau du vulgaire indifférent » (Bensaude-Vincent, 1989, p.96). Ainsi, l'on ne saurait considérer les « simples citoyens » comme « une masse d'ignorants qui

reçoit passivement la « bonne nouvelle » » (Bensaude-Vincent, 2010, p. 3), une attitude propre au modèle du « déversement du savoir » (Ahteensuu, 2012, p.5).

C'est de cette façon que l'expertise aiderait la population à avoir des idées claires et sûres sur un sujet qui fait l'objet d'une controverse, à animer les discussions en assurant la diffusion d'une information et un jugement scientifique qui ne sert pas à donner une réponse finale à une situation conflictuelle, mais qui vise plutôt à l'éclairer (Demeurisse, 2002).

Malgré l'importance portée à l'expertise, que ce soit dans les médias ou dans les discours politiques qui mettent de l'avant des preuves scientifiques pour faire valoir leurs points de vue, ces preuves scientifiques sont parfois négligées lorsqu'il s'agit de prendre des décisions pouvant servir les intérêts politiques, économiques ou personnels. Cet écart créé entre décideurs politiques et scientifiques crée des conflits liés au doute par rapport à la crédibilité et la légitimité de processus décisionnels. C'est pour cela que « les décideurs politiques doivent ajuster leur modus operandi » (Gendron, 2016, p.2) car dans plusieurs cas de projets fortement médiatisés tels que dans le cas du projet d'exploitation des hydrocarbures à Anticosti, le débat est nourri de plusieurs sources informationnelles, dont les médias, qui tiennent souvent un rôle central lors de la discussion de grands projets (Cefai, 2013). En effet, les médias peuvent participer à la construction de la légitimité des différents discours autour de projets, notamment ceux qui traitent des incidences sur l'environnement. En ce faisant, les médias favorisent la transparence du processus décisionnel, ce qui renforce ultimement sa crédibilité (Gendron et Yates, 2016).

D'ailleurs, les médias – y compris les médias socionumériques – sont fortement mobilisés lors de controverses par les différentes parties prenantes associées à celles-ci, qu'il s'agisse des groupes d'intérêts, des acteurs politiques et des « simples

citoyens ». Les médias sociaux numériques permettent, en particulier, de faciliter le contact entre les différents publics, de diffuser efficacement l'information, de renforcer les relations des groupes défendant des principes similaires (Mattoni et della Porta, 2014) et d'intégrer les discours scientifiques dans les débats de société en facilitant l'ouverture du champ de communication entre les experts et le grand public.

En revanche, les médias sociaux numériques peuvent créer des tensions entre les différents acteurs associés à une controverse; ils peuvent même, dans certaines circonstances, devenir des plateformes de manipulation des discours au profit des intérêts personnels des différentes parties (Lalancette et Tourigny-Koné, 2017). Cependant, la possibilité de vérifier, de critiquer et d'infirmer les informations diffusées est rendue possible grâce à la puissance des médias sociaux numériques, à la transparence et à l'abondance d'informations qu'ils permettent d'offrir (Boulianne, 2015).

En définitive, les politiques et les projets ne peuvent plus être imposés à une population désormais bien informée et consciente des incidences que peut avoir un projet sur son territoire. D'une part, la génération automatique de liens servant à la diffusion d'informations et de nouvelles sur les réseaux socio-numériques participe indirectement au développement de la connaissance des simples citoyens en politique (Tang et Lee, 2013), tout comme les utilisateurs des médias traditionnels, qui sont très souvent plus informés et plus impliqués dans les questions politiques (Boulianne, 2015). D'autre part, les réseaux socio-numériques ont donné aux simples usagers d'Internet le pouvoir de prendre part aux échanges d'informations et donc d'assumer une participation active, que ce soit en partageant, publiant ou discutant, d'où la notion de « Web participatif » ou « Web social » (Proulx, 2015).

Les citoyens sont souvent plus actifs dans les discussions lorsqu'il s'agit de sujets qui touchent leur qualité de vie, leur santé et leur bien-être (Van Laer et Van Aelst, 2010), comme c'est souvent le cas lors de la discussion de projets controversés. C'est dans ce type de situations que de simples échanges d'information peuvent en venir à se transformer en véritable mouvement social. Nous mentionnons à titre d'exemple, le mouvement «Idle No More», initié par clament Sylvia McAdam, Jess Gordon, Nina Wilson et Sheelah Mclean, afin d'éduquer les Premières Nations des lois attaquant leurs droits. Ce mouvement a reçu une grande couverture médiatique, faisant de lui le mouvement le plus médiatisé mené par des femmes autochtones (Brassard-Lecours, 2013). Ainsi, on peut dire que les réseaux socio-numériques ont le potentiel de devenir un moyen de provocation et de façonnage de mouvements sociaux. Ces derniers peuvent prendre la forme de « vraies actions qui sont soutenues et facilitées par l'Internet, ou encore d' actions virtuelles qui sont basées sur Internet » (Van Laer, 2010, p. 4). Les mouvements sociaux virtuels peuvent par exemple prendre la forme de pétitions, hashtags et parfois même un simple Like ou Partage, mais aussi parfois de piratage de sites et de diffusion de vérités cachées, ou encore de virus électroniques (Van Laer, 2010).

Plusieurs plateformes numériques, tel que Twitter, sont reconnues pour leur capacité à favoriser l'émergence et la consolidation des mouvements sociaux (Van Laer, 2010). À titre d'exemple et en lien avec le projet qui nous concerne ici, la plateforme a été fortement mobilisée par une diversité d'acteurs sociaux, qui ont ainsi publicisé une pétition contre l'exploitation des hydrocarbures à Anticosti, intitulée « Anticosti : Victoire contre les hydrocarbures », laquelle a recueilli pas moins de 50 000 signatures. De fait, cette publicisation via Twitter a donné des résultats impressionnants : en 24 heures, la pétition a été signé par 40 700 personnes (Avaaz.com, 2017). Une telle mobilisation crée de la pression sur les décideurs, accroissant les défis liés à la prise de

décisions publiques, marquée par le conflit. Ce qui explique, selon Pham (2012, p. 1) dans « La décision publique à l'épreuve des conflits » :

(...) l'augmentation du nombre de recours auprès des tribunaux administratifs en matière d'urbanisme et d'aménagement, ainsi que l'accroissement du nombre d'associations de défense de l'environnement ou du cadre de vie, ou encore les oppositions relayées par des médias comme la presse quotidienne.

Ces formes de résistance, cette tension entre les différentes parties prenantes, exerce de la pression sur la décision publique, allant parfois jusqu'à remettre en question la légitimité du processus décisionnel (Pham, 2012). Autrement dit, les formes classiques de « participation démocratique » ont perdu la confiance d'une population bien informée et éveillée, qui aimerait voir les fruits de son débat de société récoltés sur terrain (Gendron et al., 2016).

Les différentes perspectives théoriques et conceptuelles présentées dans ce chapitre seront mobilisées dans le cadre de notre analyse. Nous verrons ainsi que le projet d'exploitation des hydrocarbures à Anticosti a bel et bien soulevé une controverse scientifique, et que dans ce contexte, trois parties prenantes centrales, soit trois groupes environnementaux, ont mis de l'avant un discours scientifique visant à discréditer le projet. Ils ont pour ce faire eu recours à un processus de médiatisation reposant, entre autres, sur leur site web et l'usage de la plateforme Twitter, les deux canaux sur lesquels nous nous attarderons. L'analyse du déploiement de ces arguments scientifiques nous permettra de réfléchir aux différentes manières de mettre de l'avant ce type d'argument, et aux effets éventuels de ces dynamiques sur la prise de décision publique

CHAPITRE III

MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE

Dans ce chapitre, nous justifions le choix de notre type d'étude, nous présentons les groupes sur lesquels nous travaillons ainsi que la méthode de collecte de données et les deux principaux critères de classifications retenus dans le cadre de notre étude.

3.1 Choix du type de l'étude

Rappelons que nous visons à savoir comment les groupes environnementaux opposés au projet d'exploitation d'hydrocarbures sur l'île d'Anticosti ont mobilisé le discours scientifique dans leurs interventions médiatiques afin d'influencer la décision de mettre fin à ce projet.¹

Nous avons également comme objectif secondaire d'examiner le rôle spécifique des médias sociaux dans la médiatisation des arguments scientifiques, afin de voir en quoi ces canaux facilitent ou pas le déploiement de tels arguments.

¹ La recherche a été réalisée dans le cadre d'une recherche plus large intitulée « Usage des médias sociaux lors de controverses soulevant des enjeux d'acceptabilité sociale » (Lalancette et Yates, CRSH, 2018-2022).

Afin de répondre à ce questionnement, nous avons réalisé une analyse comparative des arguments scientifiques avancés par trois groupes environnementaux opposés au projet. Nous avons choisi de nous pencher spécifiquement sur les groupes environnementaux en partant avec la prémisse que ces derniers ont sans doute été actifs pour diffuser des arguments scientifiques et ainsi vulgariser une expertise déployée contre le projet.

3.1.1 Choix des principaux acteurs

Une analyse préliminaire de tous les tweets émis en lien avec le projet a d'abord été réalisée afin d'identifier quels étaient les groupes environnementaux les plus actifs pour signaler leur opposition, et ce, selon trois critères, soit :

- 1) la qualité de leurs contenus : informations d'actualité, mobilisation de sources officielles d'information.
- 2) leur présence : le nombre de publications et le nombre d'interactions sur Twitter (retweets, commentaires, réactions).
- 3) leur influence : en terme de nombre d'abonnés.

Nous avons retenu, à la suite de cette analyse préliminaire, les trois organismes environnementaux suivants : Natures Québec, Greenpeace et Équiterre.

3.1.2 La mission des trois organismes sélectionnés

Nature Québec : L'organisme s'intéresse aux projets portant sur l'énergie, le climat, la forêt et l'environnement urbain. Nature Québec a pour mission de réduire l'empreinte écologique en sensibilisant et en mobilisant la société (<https://naturequebec.org/>).

Équiterre : L'organisme contribue à la construction de mouvements de société en rappelant aux gouvernements, aux organismes et aux citoyens de faire des choix écologiques (<https://www.equiterre.org/>).

Greenpeace : L'organisme a pour mission la protection de l'environnement et de la biodiversité, selon le principe de non-violence (<https://www.greenpeace.org/canada/fr/>).

3.1.3 Le rôle de chaque organisme dans le cas du projet d'exploitation pétrolière sur l'île d'Anticosti

- Nature Québec

Le groupe manifeste son opposition à l'exploration pétrolière de différentes façons: demande d'un examen du BAPE; organisation de la Grande traversée d'Anticosti, une randonnée de 115 kilomètres sur l'île (août 2016); et s'adresse au premier ministre Philippe Couillard pour l'inciter à respecter sa promesse de tenir une évaluation environnementale stratégique à propos d'Anticosti (2014). Le directeur général de l'organisme lorsqu'à lieu la controverse est Christian Simard.

- Équiterre

L'organisme critique la décision du gouvernement Marois de signer une entente pour l'exploration pétrolière sur Anticosti, en plus de faire partie de la coalition qui demande au gouvernement de Philippe Couillard de respecter sa promesse de tenir une évaluation environnementale stratégique à propos d'Anticosti. Le cofondateur et porte-parole de l'organisme lorsqu'à lieu la controverse est Steven Guilbeault.

- Greenpeace

L'organisme critique la décision du gouvernement de Pauline Marois de signer une entente pour l'exploration pétrolière sur Anticosti, et commente le dossier dans les journaux à quelques reprises. Le responsable de la campagne est Patrick Bonin.

3.2 Constitution du corpus

Nous avons procédé en deux principales étapes, qui correspondent à deux éléments distincts de notre corpus, soit l'analyse des publications Twitter des organismes choisis liées au projet d'exploitation des hydrocarbures à Anticosti et le contenu disponible sur leur site internet, toujours en lien avec ce projet. Nous avons choisi de nous focaliser sur ces deux plateformes afin d'examiner les différentes manières de mobiliser le discours scientifiques, en sachant que les publications sur Twitter sont limitées à 280 caractères (Java et al., 2007), alors que les publications sur les sites web ne doivent pas répondre à une telle limite. Il était donc pertinent, sur le plan communicationnel et en lien avec notre sous-question de recherche, de se pencher sur deux canaux aux contraintes différentes et de voir à quel point le contenu court peut limiter ou pas l'argumentation déployée sur la plateforme de Twitter.

3.2.1 Collecte de données sur Twitter

La collecte des données s'est faite à partir du moteur de recherche Twitter, selon les étapes suivantes :

- inscription du mot-clé « Anticosti » dans la barre de recherche et lancement de la recherche. Ce mot-clé a été choisi afin de faire ressortir tous les tweets traitant du sujet.
- sélection de l'option « recherche avancée » pour pouvoir cibler la période de la controverse (2014 -2017) et sauvegarde des tweets (voir annexe A).

La sauvegarde des tweets s'est faite dans un fichier Excel, en incluant les éléments suivants : la date de publication, le nom du compte Twitter, le contenu du Tweet original, l'URL du Tweet, la présence ou non d'éléments joints (1= présence, 0=absence), la nature de l'élément joint (1=lien URL, 2=photo, 3=vidéo, 4=audio, 5=autre), et la présence ou non de commentaires (1=présence, 0=absence). Voir la présentation du fichier Excel en annexe B.

La sauvegarde des données s'est faite comme suit :

- captures d'écrans des tweets en format PDF.
- enregistrement des éléments joints : -Photos en PDF. - liens URL impression en format PDF. – Vidéos ou enregistrements audios avec le logiciel 4k Vidéo Downloader ou le logiciel Odacity. – les commentaires avec le logiciel exportcomments.com.

3.2.2 Collecte de données sur les sites web des trois organismes

La collecte de données sur les sites web de Nature Québec, d'Équiterre et de Greenpeace a été faite dans le cadre de la recherche portant sur les Usages des médias sociaux lors de controverses soulevant des enjeux d'acceptabilité sociale

(Lalancette et Yates, CRSH, 2018-2022) (voir note de bas de page 1). Toutes les publications, communiqués ou blogues mentionnant Anticosti ont été retenues. Une lecture de chaque publication a été réalisée tout en résumant les points importants dans un tableau pour chaque organisme, en respectant l'ordre chronologique des publications.

3.3 Analyse de discours des trois groupes

Une fois le corpus constitué, nous avons procédé à l'analyse de l'argumentaire tel que déployé sur Twitter et sur les sites web des trois organismes étudiés. Une analyse thématique a été conduite pour coder les différents passages du corpus (Twitter et sites web) en faisant appel à des « thèmes » résumant le contenu de chaque publication (Paillé et Muchielli, 2016).

La thématisation ou le codage des différents arguments permet de comparer la manière dont le discours scientifique a été mobilisé en fonction des acteurs et des types de médias auxquels ils ont eu recours.

3.4 Codage des publications

1) La dimension du discours

La dimension du discours est l'aspect significatif du discours, c'est-à-dire, la forme que prend ce dernier selon le contexte et le but de la publication. En sachant que le discours est susceptible de faire référence à plus d'une dimension à la fois (la

codification est non exclusive), la dimension choisie pour le coder s'est faite selon sa dominance. Les différentes dimensions mobilisées dans notre recherche sont les suivantes :

- La dimension expertise :

Cette dimension englobe les publications qui mentionnaient des données et des études scientifiques ou qui nommaient des personnes possédant une expertise pertinente en regard du cas étudié (ex. droit, médecine, etc.), en indiquant explicitement leur titre.

- La dimension politique des enjeux :

Cette dimension tient compte du discours des acteurs politiques concernés par la prise de décisions environnementales. Elle comprend toutes les références aux gouvernements, aux personnes élues, aux partis politiques ainsi qu'aux organismes et aux institutions étatiques (ainsi que les chargés de l'évaluation des projets, plus spécifiquement le BAPE et les processus d'évaluation environnementale stratégique).

- La dimension juridique :

Le discours correspond à cette dimension lorsque des arguments légaux sont mobilisés pour rappeler aux autorités l'application obligatoire des lois de protection de l'environnement, en référence à des lois ou des règlements en cas de violation de celles-ci. En ce sens, le discours prend un ton sérieux et direct, dépourvu d'éléments diplomatiques. En sachant que « la participation des citoyens au pouvoir implique un partage de celui-ci » (Prieur, 1988, p. 1), cette dimension aide implicitement le citoyen à mieux s'intégrer au processus décisionnel.

- La dimension protestation :

Cette dimension comprend la mention d'actions de mobilisation traditionnelles (marches, actions de protestation, partage de pétitions) et en ligne (invitation à partager

de l'information dans son réseau par exemple), ainsi que les invitations à participer à des audiences d'étude des projets (exemple le BAPE ou l'Office National de l'Énergie – ONÉ). En utilisant leurs plateformes numériques, les organismes environnementaux sont ainsi susceptibles d'augmenter le nombre de participants, facilitant ainsi le passage aux actions de mobilisation en masse.

- La dimension informative :

Les publications d'une ou de plusieurs informations sur un sujet donné sont considérées comme étant des publications à dimension informative à condition qu'elles soient écrites de façon objective. En ce sens, la publication de résultats, de réalisations, de faits ou d'actualités est jugée comme étant informative lorsqu'elle est dépourvue d'opinions personnelles de la part de l'auteur.

- Dimension solidarité :

Contrairement à la dimension informative, la dimension solidarité reflète les opinions et les avis personnels de l'auteur. Elle comprend les références au travail d'autres organismes, groupes et organisations qui partagent la même position dans le but de montrer la solidarité et la collaboration avec les différents acteurs (groupes environnementaux ou citoyens pour les groupes opposés au projet), ce qui peut renforcer l'argument et la position de ces derniers.

- Dimension artistique :

Cette catégorie inclut les publications à caractère artistique, c'est-à-dire, les caricatures, les pièces de théâtres, les photos et les vidéos, les références à des documentaires, des films bien souvent à caractère militant.

Au regard de notre question de recherche, il semblait pertinent de creuser davantage dans les publications qui mettent d'abord de l'avant la dimension de l'expertise, puisqu'il s'agit de la seule dimension qui fait appel aux experts en citant explicitement leurs noms. Ceci permet une meilleure compréhension de la démarche prise par les trois organismes environnementaux afin d'exercer une pression sur les décideurs, entre autres par la mobilisation des experts. Nous nous sommes donc penchée sur la manière d'avoir recours à l'argumentation scientifique, ce que nous exposons dans les lignes qui suivent.

2) La manière d'avoir recours à l'argument scientifique

Dans un texte argumentatif, le discours ne met pas forcément en lumière l'argumentateur ni son parti opposé (Plantin, 1997). Il reste donc objectif. Nous avons attribué le terme « Objectivité » à cette façon d'avoir recours à l'argument scientifique pour faciliter son repérage.

Cependant lorsque le texte défend d'autres parties qui ne sont pas impliquées dans l'argumentation, tels que les citoyens affectés par un projet extractif sur leur territoire, les porteurs du discours ou les porte-parole de ces victimes sont appelées opposants ou militants. À cet effet, l'argument scientifique déployé par ces acteurs est souvent chargé d'émotions, lesquelles sont transmises de manière directe ou indirecte (Plantin, 1997). Afin de distinguer ces deux aspects (manière directe ou indirecte), nous avons attribué un terme distinct à ces deux possibilités :

1- Le terme « Expression de l'émotion » a été attribué à toute expression directe de l'émotion. Par exemple : donner son avis, montrer sa joie, exprimer ses pressentiments, son avis personnel ou ses prédictions.

2- Le terme « Utilisation de l'émotion » a été attribué à toute utilisation indirecte de l'émotion. Par exemple : les appels à l'aide, le partage de photos ou vidéos

choquantes, le partage de la peine et la souffrance d'autrui pour influencer un public précis.

Nous avons donc procédé à la classification des différents éléments composant notre corpus en fonction de ces différentes catégories : pour chaque élément, nous avons d'abord identifié la dimension dominante, puis avons qualifié la manière d'avoir recours à l'expertise – objectivité, expression de l'émotion et utilisation de l'émotion – dans les cas où cette dimension était dominante. Ces différentes classifications, que nous présentons dans le chapitre qui suit, nous permet de dresser le portrait détaillé de la manière dont chacun des organismes sélectionnés a eu recours à la mobilisation de l'argumentation scientifique, à la fois sur son site web et sur son fil Twitter.

CHAPITRE IV

RÉSULTATS

Ce chapitre présente en détail les différentes publications des trois groupes environnementaux étudiés dans le cadre de notre mémoire (Natures Québec, Équiterre et Greenpeace), telles qu'elles ont été diffusées dans deux types de médias différents : Twitter et le site internet officiel de chacun de ces groupes.

4.1 Les types d'arguments mobilisés via les sites internet des trois organismes à l'étude

Nous examinons d'abord les arguments mobilisés par les groupes via les publications rendues disponibles sur leur site web respectifs. Bien que les trois organismes étudiés se basent sur les mêmes types de ressources informationnelles (des données scientifiques, des œuvres artistiques, des déclarations d'experts, des rapports gouvernementaux et des lois), nos résultats font voir que leurs approches sont différentes.

4.1.1 Étude des arguments avancés sur le site web de Nature Québec

Le tableau qui suit présente d'abord les éléments de corpus et les principaux thèmes abordés par Nature Québec. On y constate que l'organisme a traité du projet d'Anticosti dans 12 communiqués, et qu'une variété de thèmes a été mise de l'avant.

Tableau 4.1
Composition du corpus issu du site web de Nature Québec

Total d'éléments	Communiqués	Entrées de blogue	Thèmes abordés
13	12	1 (le lien se trouve dans le dernier communiqué, mais n'est plus valide.) http://www.anticosti-traversee.org/nouvelles/	La protection de l'environnement, la discussions des lois, l'importance du débat public, la dangerosité des forages par fracturation, les enjeux du pétrole à Anticosti, les actions à poser pour le futur d'Anticosti, l'organisation de la traversée d'Anticosti, la candidature d'Anticosti au patrimoine mondial de l'UNESCO, la protection de ressources naturelles.

Les arguments de nature scientifique avancés par Nature Québec portent principalement sur l'impact de l'exploitation pétrolière sur la qualité de vie des citoyens en parlant des enjeux de l'eau (la contamination des rivières), la nourriture (les effets sur les populations de saumon) et la qualité de l'air (les émissions de GES).

Le tableau qui suit présente chacun des éléments qui compose le corpus lié au site web de Nature Québec, ainsi que, pour chacun d'eux, la dimension du discours qui s'avère dominante. Dans le cas où les arguments mis de l'avant ont comme dominance la

dimension de l'expertise, nous qualifions, dans la colonne de droite, la manière d'avoir recours à cette expertise, que nous associons à l'argument scientifique.

Tableau 4.2
Catégorisation des arguments avancés par Nature Québec dans son site web

n	Extraits	Dimension du discours	Manière d'avoir recours à l'argument scientifique
1	<p>19 février 2014. Communiqué – On ne peut pas être à la fois « dans les bottes des promoteurs » et protéger l'environnement.</p> <p>Projet de loi 37 : Anticosti et pétrole de schiste. On ne peut être à la fois « dans les bottes des promoteurs » et protéger l'environnement fragile de l'île d'Anticosti. »</p>	Politique	-
2	<p>12 mai 2014. Communiqué – Anticosti et pétrole « Le premier ministre Couillard doit respecter son engagement de tenir une évaluation environnementale stratégique sur la filière de l'exploitation des hydrocarbures au Québec avant tout forage, notamment sur Anticosti »</p>	Politique	-
3	<p>15 février 2016. Communiqué – Le ministre Heurtel peut et doit refuser les forages par fracturation à Anticosti « Les milieux économiques doivent cesser de soutenir le canard boiteux que constitue la filière pétrolière et gazière à Anticosti. Tous les indicateurs pointent vers la non-rentabilité absolue de l'opération et vers des impacts environnementaux majeurs reliés à la fracturation hydraulique dans les bassins versants de rivières à saumon particulièrement vulnérables »</p>	Juridique	-

4	10 mars 2016. Communiqué – Projet de forage avec fracturation sur Anticosti « Le ministre a tout en main pour refuser l'émission d'un certificat d'autorisation pour trois forages avec fracturation sur Anticosti à l'été 2016. Nous l'invitons à poser ce geste pour préserver des secteurs sensibles de l'île, notamment ses rivières à saumons, d'impacts potentiellement irréversibles »	Expertise	Utilisation de l'émotion
5	31 mai 2016. Communiqué – Anticosti et pétrole « Nous demandons au gouvernement de ne pas émettre les autorisations pour les activités de forage et de fracturation hydraulique prévues respectivement en 2016 et 2017 en raison leurs impacts potentiels significatifs. Nous demandons également au gouvernement de travailler de concert avec la communauté d'Anticosti pour développer une vision concertée du développement durable de l'île d'Anticosti. »	Expertise	Utilisation de l'émotion
6	16 juin 2016. Communiqué –Autorisation des forages avec fracturation sur Anticosti « Le gouvernement ne peut faire la sourde oreille à cette opposition ferme au projet de forages avec fracturation hydraulique. Ce positionnement illustre que ce projet n'a pas l'acceptabilité sociale requise et le gouvernement ne peut l'ignorer »	Expertise	Expression de l'émotion
7	4 juillet 2016. Communiqué – Autorisation de prélèvements d'eau dans les rivières à saumon d'Anticosti pour les forages « La rivière Jupiter, un de ses affluents et la rivière Sainte Marie abritent le saumon atlantique, évalué en voie de disparition à l'île d'Anticosti. » « Des prélèvements d'eau d'une telle ampleur ne peuvent être sans impacts pour le saumon »	Expertise	Utilisation de l'émotion
8	18 août 2016. Communiqué – L'événement-phare de la campagne Futur Anticosti de Nature Québec débute vendredi : Venez rencontrer les marcheurs « Les citoyens qui traverseront à pied l'île d'Anticosti dans les prochains jours partiront de Québec ce vendredi matin, 19 août, 7h30, de l'aéroport de la compagnie Transol. »	Protestation	-

9	<p>8 septembre 2016. Communiqué – Premier bilan de la Grande Traversée d’Anticosti « Les Anticostiens méritent tout notre respect et toute notre solidarité..... On s’entend tous pour mettre en valeur le patrimoine naturel et culturel d’Anticosti et en reconnaître le caractère unique et précieux. Nous offrons tout notre soutien à la communauté pour appuyer les projets qu’elle voudra mettre de l’avant. C’est le pétrole qu’il faut abandonner, surtout pas les Anticostiens. »</p>	Protestation	-
10	<p>14 novembre 2016. Communiqué – Candidature d’Anticosti comme site du patrimoine mondial de l’UNESCO « Les dossiers de candidature doivent être déposés au gouvernement fédéral d’ici le 27 janvier 2017. Par la suite, un comité consultatif composé d’experts sera chargé de l’évaluation des candidatures et de faire des recommandations à la ministre fédérale de l’Environnement et des changements climatiques, Catherine McKenna, qui est également responsable de Parcs Canada. »</p>	Informatif	-
11	<p>26 janvier 2017. Communiqué – Appui du Québec à la candidature UNESCO d’Anticosti : Nature Québec souligne l’exceptionnelle mobilisation citoyenne : « Nature Québec a appris avec grand plaisir hier, l’appui du gouvernement du Québec à la candidature d’Anticosti au patrimoine mondial de l’UNESCO, un appui qui reflète la solidité du dossier monté par la municipalité, mais également l’exceptionnelle mobilisation des Québécois derrière Anticosti. »</p>	Expertise	Expression de l’émotion
12	<p>18 août 2017. Communiqué – 10 jours, 10 marcheurs et 130 km pour faire briller Anticosti « Même si l’aventure pétrolière est derrière nous, le véritable défi ne fait que commencer pour l’île d’Anticosti et sa communauté. Les gens de l’île ont souffert des mauvais choix qui se sont faits sur leur dos. Ils ont droit à une aide de Québec pour leur développement »</p>	Protestation	

Prises dans leur ensemble, les publications issues du site web de Nature Québec (Voir le tableau 1.1.2) s'inscrivent dans une perspective de mobilisation, c'est-à-dire, qu'elles ont pour but d'accroître le nombre d'opposants à l'exploitation pétrolière à Anticosti et de faire en sorte que ceux-ci fassent concrètement valoir leur opposition (extraits 6, 9 et 12). L'organisation tient à remettre en question les lois sur la protection de l'environnement et leur application sur la situation en Anticosti. Le discours souligne ainsi la dimension politique des enjeux (extraits 1 et 2). Dans le premier communiqué intitulé « On ne peut pas être à la fois 'dans les bottes des promoteurs' et protéger l'environnement », Nature Québec (2014) rapporte les paroles de Christian Simard (2014), le directeur général de Nature Québec, lors de son intervention par rapport au projet de loi 37 interdisant les activités de fracturation pour le gaz de schiste :

Il est fort inquiétant qu'un ministre titulaire de l'environnement déclare que son gouvernement sera carrément dans les bottes des promoteurs et s'évertue déjà à banaliser la valeur environnementale de l'île d'Anticosti (surpopulation de chevreuils). Il semble avoir comme priorité de justifier les investissements hautement spéculatifs et risqués d'un point de vue environnemental et économique de son gouvernement dans des compagnies juniors d'exploration.

Cette dimension du discours est une introduction vers le rôle principal qu'a joué Nature Québec dans le dossier d'Anticosti, soit d'orchestrer des mouvements de mobilisation de masse contre le projet. Ceci s'est notamment concrétisé par l'organisation de la grande traversée d'Anticosti, une marche de 115 km sur l'île visant faire découvrir le patrimoine naturel du territoire. Tel que le détaille Sophie Gallais (2016), Chargée de projet Aires protégées, dans Nature Québec :

Arrivés à Port-Menier, les participants de la Grande Traversée découvriront le village et ses alentours avant d'aller à la rencontre de sa communauté. Ils vont ensuite traverser à pied l'île du Sud au Nord, de l'embouchure de la rivière Jupiter à celle de la rivière Vauréal, un périple inédit de 115 km sur 10 jours, sans contacts avec la civilisation.

Dans le communiqué intitulé « L'événement-phare de la campagne Futur Anticosti de Nature Québec débute vendredi : Venez rencontrer les marcheurs », l'organisme mentionne en outre que : « Les citoyens qui traverseront à pied l'île d'Anticosti dans les prochains jours partiront de Québec ce vendredi matin, 19 août, 7 h 30, de l'aéroport de la compagnie Transol » (Marquis, 2016, p.1)

Depuis cet événement et jusqu'à la fin de l'exploration pétrolière sur Anticosti, le discours de Nature Québec demeure centré autour de la mobilisation des citoyens. Au cours de cette période, l'organisme a continué à encourager les mouvements citoyens, revendiquant le droit de ces derniers à une qualité de vie meilleure. La candidature de l'île en tant que bien inscrit au patrimoine mondiale d'UNESCO est vue comme un moyen incontournable pour protéger et sauver Anticosti. L'organisme fait donc la promotion de cette idée, tout en montrant sa solidarité avec le peuple anticostien (extrait 10) et en exprimant sa joie quant à l'appui du Gouvernement du Québec à la candidature d'Anticosti au patrimoine mondial de l'UNESCO (extrait 11). L'organisme a également souligné l'importance de poursuivre ce mouvement de revendication des droits de la population anticostienne au développement et à la protection de leur territoire. Dans son dernier communiqué intitulé « 10 jours, 10 marcheurs et 130 km pour faire briller Anticosti », Nature Québec rapporte les paroles de Christian Simard (2017, p.1) parlant de ce dernier point :

Même si l'aventure pétrolière est derrière nous, le véritable défi ne fait que commencer pour l'île d'Anticosti et sa communauté. Les gens de l'île ont souffert des mauvais choix qui se sont faits sur leur dos. Ils ont droit à une aide de Québec pour leur développement, la protection et la mise en valeur de leur île, notamment pour en favoriser l'accès abordable pour le plus grand nombre. C'est dans une optique de support au développement récréotouristique que s'inscrit la Grande Traversée 2017 : découvrir et faire découvrir les richesses durables de l'île.

Quant aux publications qui relèvent de la dimension expertise, elles sont principalement constituées de demandes destinées au gouvernement et aux personnes ayant un pouvoir sur la situation anticostienne. Dans son rapport du 31 mai 2016 intitulé « Anticosti et pétrole, faits, enjeux et perspectives d'avenir », Christian Simard (2016a, p. 1) lance un appel au gouvernement où il souligne les enjeux du pétrole à Anticosti :

Nous demandons au gouvernement de ne pas émettre les autorisations pour les activités de forage et de fracturation hydraulique prévues respectivement en 2016 et 2017 en raison leurs impacts potentiels significatifs. Nous demandons également au gouvernement de travailler de concert avec la communauté d'Anticosti pour développer une vision concertée du développement durable de l'île d'Anticosti.

Dans un autre communiqué intitulé « Projet de forages avec fracturation sur Anticosti, le ministre Heurtel peut et doit refuser l'autorisation », Simard (2016b, p. 1) affirme également ce qui suit :

Le ministre a tout en main pour refuser l'émission d'un certificat d'autorisation pour trois forages avec fracturation sur Anticosti à l'été 2016.

Nous l’invitons à poser ce geste pour préserver des secteurs sensibles de l’île, notamment ses rivières à saumons, d’impacts potentiellement irréversibles.

Bien que le discours où prédomine la dimension expertise soit un discours d’experts, les arguments scientifiques sont exclusivement adressés au grand public : le vocabulaire mis de l’avant est en effet très simple et facile à comprendre. Il met en évidence les dommages potentiels des projets extractifs sur les résidents, le tout dans l’optique d’exercer une influence directe sur l’opinion publique.

Il semble que durant toute la période de controverse, Nature Québec ait tenu à vulgariser le discours scientifique tel que diffusé sur son site internet, en insistant sur l’intégration de la population anticostienne dans la prise de décisions liées aux projets d’exploitation d’hydrocarbures sur leur île. Comme le déclare Marie-Maude Chevrier, directrice exécutive de Nature Québec, dans son communiqué intitulé « Autorisations des forages avec fracturation hydraulique à Anticosti », Nature Québec (2016, p. 1) :

Le gouvernement ne peut faire la sourde oreille à cette opposition ferme au projet de forages avec fracturation hydraulique. Ce positionnement illustre que ce projet n’a pas l’acceptabilité sociale requise et le gouvernement ne peut l’ignorer.

Même en s’adressant aux acteurs disposant d’une certaine expertise scientifique ou à tout le moins en mesure de comprendre celle-ci (on peut penser aux ministres, aux représentants des grandes centrales syndicales, à ceux des principaux groupes environnementaux au Québec et aux scientifiques eux-mêmes), Nature Québec privilégie un discours simple, clair et dépourvu de terminologie scientifique complexe. On peut penser qu’elle fait ces choix afin d’assurer la transparence du dialogue entre élites aux yeux du simple citoyen. Citons par exemple cette intervention de Charles-

Antoine Drolet (2014, p. 2), vice-président de Nature Québec, dans le communiqué intitulé : « On ne peut pas être à la fois ‘dans les bottes des promoteurs’ et protéger l’environnement » :

Le taux de rendement énergétique de ce type pétrole est très bas et ses coûts économiques, environnementaux et sociaux très élevés. On devrait plutôt investir en économie d’énergie, dans les énergies renouvelables et en électrification des transports.

On voit bien, avec cet extrait, que l’organisation n’entre pas dans des détails scientifiques. Cet intérêt porté principalement à la population se manifeste lors de la traversée d’Anticosti, qui a été couverte en détails par l’organisme, notamment dans son avis aux médias. Le discours prend à cet effet une dimension informative. Dans son communiqué intitulé « L’événement-phare de la campagne Futur Anticosti de Nature Québec débute vendredi : Venez rencontrer les marcheur », Nature Québec (2016, p.1) annonce ainsi ce qui suit :

Arrivés à Port-Menier, les participants de la Grande Traversée découvriront le village et ses alentours avant d’aller à la rencontre de sa communauté. Ils vont ensuite traverser à pied l’île du Sud au Nord, de l’embouchure de la rivière Jupiter à celle de la rivière Vauréal, un périple inédit de 115 km sur 10 jours sans contacts avec la civilisation.

Qui plus est, l’emploi d’expressions comme : « l’argent des Québécois », « le projet ne passe pas le test de l’acceptabilité sociale », « les citoyens souffrent des mauvais choix », montre que Nature Québec s’intéresse principalement à l’intégration du citoyen au cœur du processus décisionnel. L’organisme a également recours à l’émotion pour faire valoir des arguments scientifiques, en mettant principalement de l’avant les droits de la population anticostienne, et ce, même après la fin de la

controverse. À titre d'exemple, Christian Simard (2017a, p. 1), directeur de Nature Québec, défend le droit des anticostiens au développement dans le communiqué intitulé « 10 jours, 10 marcheurs et 130 km pour faire briller Anticosti » :

Même si l'aventure pétrolière est derrière nous, le véritable défi ne fait que commencer pour l'île d'Anticosti et sa communauté. Les gens de l'île ont souffert des mauvais choix qui se sont faits sur leur dos. Ils ont droit à une aide de Québec pour leur développement.

La volonté de Nature Québec de continuer à défendre la nature anticostienne et le droit de sa population à une qualité de vie meilleure a persisté même après la fin de l'aventure pétrolière sur l'île. Cette fois, une deuxième grande traversée a eu lieu, dont 10 participants venaient de différents horizons. Par exemple, toujours dans le communiqué intitulé « 10 jours, 10 marcheurs et 130 km pour faire briller Anticosti », Nature Québec fait référence à Joanne Gareau, une montréalaise et courtière en immobilier qui a décidé de se joindre à la traversée car pour elle, « la nature d'Anticosti représente la pureté, je me réjouis d'aller la découvrir et la célébrer » (Simard, 2017b, p. 2).

4.1.2 Étude des arguments avancés par Équiterre dans son site web

Après avoir analysé les publications du site web de Nature Québec, tournons-nous maintenant vers les publications parues sur le site web d'Équiterre. Le tableau qui suit présente d'abord les éléments de corpus et les principaux thèmes abordés par Équiterre. On y constate que l'organisme a traité du projet d'Anticosti dans un total de 12 publications, et qu'une variété de thèmes a ainsi été mise de l'avant, dans 7 communiqués et 5 billets de blogues.

Tableau 4.3
Composition du corpus du site web d'Équiterre

Total d'éléments	Communiqués	Entrées de blogue	Thèmes abordés
12	7	5	Inciter les gens à faire des choix écologiques, mobilisation des gens (experts et non experts) pour influencer les politiques publiques des gouvernements, enjeux du pétrole à Anticosti; critique du gouvernement de Philippe Couillard; enjeux économiques des projets pétroliers.

Les arguments de nature scientifique avancés par Équiterre font surtout référence à la dimension économique de l'impact d'une éventuelle exploitation sur Anticosti. Les arguments insistent sur l'enjeu de la beauté de l'écologie anticostienne. L'organisme parle aussi des conséquences de la dégradation de la qualité de l'air, de l'eau et du sol sur le potentiel touristique de l'île.

Le tableau suivant présente chacun des éléments composant le corpus lié au site web d'Équiterre, ainsi que, pour chacun d'eux, la dimension du discours qui est dominante. Dans le cas où les arguments avancés par l'organisme insistent sur l'expertise, nous qualifions, dans la colonne de droite, la manière d'avoir recours à l'argument scientifique.

Tableau 4.4
Catégorisation des arguments avancés par Équiterre dans son site web

n	Extraits	Dimension du discours	Manière d'avoir

			recours à l'argument scientifique
1	13 février 2014. Communiqué – Île d'Anticosti : Québec fait fausse route « Québec fait fausse route » « il y a une contradiction concernant l'action du gouvernement dans ce dossier et dans celui de Gas de schiste, sachant que dans celui-là il n'y a ni évaluation environnementale stratégique ni une audience publique. »	Expertise	Expression de l'émotion
2	18 février 2014. Blogue – L'économie fantasmée « On voit mal comment une éventuelle -et lointaine -exploitation pétrolière, aux retombées économiques et environnementales plus qu'incertaines, viendrait soutenir l'économie réelle et appuyer nos entreprises à faire leur place sur les marchés internationaux » a déclaré Jacques Parizeau au début du mois.	Expertise	Expression de l'émotion
3	1 mars 2014. Communiqué – Réaction d'Équiterre aux commentaires du PDG de Pétrolia sur la fracturation hydraulique sur l'île d'Anticosti « Notre air, nos eaux, nos sols -et notre sous-sol – se dégradent actuellement à un rythme décadent, car nous continuons de rêver que la croissance illimitée est possible dans un monde limité. Quand et où changerons-nous de rêve? Pourquoi pas rêver d'équilibre, et de simplification plutôt que de complexification? ».	Expertise	Expression de l'émotion
4	2 mars 2014. Blogue – Anticosti « Rares sont les autres lieux au Québec possédant un tel potentiel d'unicité touristique, la qualité première pour performer et se différencier sur la planète. Risquer d'endommager pour les prochains siècles cet écosystème fragile viendrait compromettre en partie l'avenir économique, par le tourisme, du Québec ».	Expertise	Expression de l'émotion
5	17 mars 2014. Blogue – Les élections et l'environnement « Le PQ reprend également son engagement de réduire les émissions de GES de 25 % sous les niveaux de 1990. Sur ce dernier point toutefois, le parti a eu presque deux ans pour présenter un plan	Expertise	Expression de l'émotion

	d'action pour atteindre cet objectif. Et c'est raté! Déception généralisée dans le milieu environnemental. ».		
6	12 mai 2014. Communiqué – Anticosti et pétrole – Le gouvernement Couillard doit tenir un large débat public avant tout forage, selon les grands syndicats et groupes environnementaux « Le premier ministre Couillard doit respecter son engagement de tenir une évaluation environnementale stratégique sur la filière de l'exploitation des hydrocarbures au Québec avant tout forage, notamment sur Anticosti ».	Expertise	Expression de l'émotion
7	20 mai 2014. Blogue – Pour une large consultation sur le pétrole du Québec « Le bruit court dans l'industrie que certains des partenaires du gouvernement du Québec n'en reviennent pas encore que :1) l'État québécois ait accepté d'embarquer dans ce projet et 2) il le fasse avec autant d'empressement... »	Politique	-
8	2 juin 2014. Blogue – Québec se dote d'une approche globale « Le gouvernement veut comparer les avantages des différents modes de transport des hydrocarbures sans se questionner sur les risques de tripler le transport du pétrole lourd au Québec, qui résulterait de l'acceptation des deux projets de pipelines présentement sur la table. ».	Informative	-
9	10 mars 2016. Communiqué – Réaction d'Équiterre aux commentaires du PDG de Pétrolia sur la fracturation hydraulique sur l'île d'Anticosti «Pétrolia aura besoin de certificats d'autorisation pour procéder à la fracturation des trois puits exploratoires, ce qui est loin d'être acquis à mon avis »	Politique	-
10	23 août 2016. Communiqué – Équiterre soutiendra la candidature de l'île d'Anticosti au patrimoine de l'UNESCO « Équiterre appuiera auprès du gouvernement fédéral la candidature de l'Île d'Anticosti. »	Informative	-
11	25 janvier 2017. Communiqué – Équiterre salue la décision du gouvernement Couillard d'appuyer la candidature d'Anticosti comme patrimoine naturel de l'UNESCO « Nous	Expertise	Expression de l'émotion

	nous réjouissons de la décision du gouvernement du Québec d'appuyer la candidature d'Anticosti à l'UNESCO. ».		
12	28 Juillet 2017. Communiqué – Victoire! Québec met fin à toute exploitation pétrolière sur Anticosti « C'est avec un soupir de soulagement que nous avons appris cette nouvelle ». « Anticosti est un joyau, un endroit digne de faire partie du patrimoine mondial de l'UNESCO. Permettre à des pétrolières d'aller y puiser des millions de litres d'eau, d'y creuser des milliers de puits de pétrole, d'y injecter des substances chimiques dans son sol aurait été une très grave erreur... Les risques dépassaient de beaucoup les bénéfices potentiels »	Expertise	Expression de l'émotion

Le tableau qui précède fait voir qu'Équiterre s'adresse à une large gamme d'experts de différents domaines. À cet effet, contrairement à ce qui était le cas avec Nature Québec, la dimension expertise domine clairement le débat; à titre d'exemple, dans son blogue intitulé « L'économie fantasmée », Équiterre rapporte les propos de plusieurs voix expertes, Hugo Séguin (2014, p.2), chroniqueur invité par Équiterre, rapporte les propos de Jacques Parizeau, économiste et ancien premier ministre du Québec, qui s'inquiète pour l'avenir économique de l'île :

On voit mal comment une éventuelle – et lointaine – exploitation pétrolière, aux retombées économiques et environnementales plus qu'incertaines, viendrait soutenir l'économie réelle et appuyer nos entreprises à faire leur place sur les marchés internationaux.

Dans son blogue intitulé « Nos fantasmes devient-ils notre réalité? : Notre air, nos eaux, nos sols – et notre sous-sol – se dégradent actuellement à un rythme décadent, car nous continuons de rêver que la croissance illimitée est possible dans un monde limité », l'organisme rapporte aussi les propos de Jean Bernier, professeur à la Faculté des

sciences sociale de l'Université Laval. Ce dernier pose la question sur la durabilité des ressources naturelles (Bernier, 1 mars 2014, p. 3). Équiterre rapporte enfin les propos de Jean-Michel Perron, expert en conseil touristique, dans son blogue intitulé « Anticosti » (2014, p.1) qui explique pourquoi explorer le pétrole d'Anticosti à des fins purement économique serait une décision injuste :

Risquer d'endommager pour les prochains siècles cet écosystème fragile viendrait compromettre en partie l'avenir économique, par le tourisme, du Québec. Tout ça pour l'exploration et éventuellement l'exploitation d'une ressource (pétrole de schiste) qui ne va durer que quelques décennies.

Puisque le discours expert semble être principalement destiné aux élites, les arguments avancés demandent un certain niveau de savoir. Par exemple, dans son billet de blogue intitulé « Les élections et l'environnement », Steven Guilbeault (2014), directeur principal et porte-parole d'Équiterre, demande un plan d'action pour le climat et critique le plan actuel :

Le PQ reprend également son engagement de réduire les émissions de GES de 25 % sous les niveaux de 1990. Sur ce dernier point toutefois, le parti a eu presque deux ans pour présenter un plan d'action pour atteindre cet objectif. Et c'est raté! Déception généralisée dans le milieu environnemental.

Toutes les publications d'Équiterre sont écrites de la même manière en ce qui a trait au recours à l'argument scientifique. L'organisme met ainsi de l'avant un ton émotionnel, en critiquant les décisions et en donnant ses avis à propos de la situation à Anticosti. Donnons pour exemple, Julie Tremblay (2014, p. 1), qui affirme, dans le premier communiqué d'Équiterre sur la question d'Anticosti, que :

Il y a une contradiction concernant l'action du gouvernement dans ce dossier et dans celui de gaz de schiste, sachant que dans celui-là il n'y a ni évaluation environnementale stratégique ni audience publique.

Le ton émotionnel transparait également lorsque l'organisme reçoit la nouvelle de la candidature d'Anticosti au patrimoine naturel de l'UNESCO. Steven Guilbeault affirme, dans le communiqué intitulé « Victoire! Québec met fin à toute exploitation pétrolière sur Anticosti », que « C'est avec un soupir de soulagement que nous avons appris cette nouvelle » (Gagné-Raynaul, 2017, p. 1). Il ajoute :

Anticosti est un joyau, un endroit digne de faire partie du patrimoine mondial de l'UNESCO. Permettre à des pétrolières d'aller y puiser des millions de litres d'eau, d'y creuser des milliers de puits de pétrole, d'y injecter des substances chimiques dans son sol aurait été une très grave erreur... Les risques dépassaient de beaucoup les bénéfices potentiels.

4.1.3 Étude des arguments avancés par Greenpeace dans son site web

Après avoir analysé les publications du site web de Nature Québec et celles d'Équiterre, tournons-nous maintenant vers les publications parues sur le site web de Greenpeace. Le tableau qui suit présente d'abord les éléments de corpus et les principaux thèmes abordés par Greenpeace. On y constate que l'organisme a traité du projet d'Anticosti dans seulement 2 communiqués.

Tableau 4.5
Composition du corpus du site web de Greenpeace

Total d'éléments	Communiqués	Entrées de blogue	Thèmes abordés
2	2	0	Protection de l'environnement; la biodiversité; les droits des autochtones; le développement durable; les mouvements citoyens.

Les arguments de nature scientifique avancés par Greenpeace se penchent sur les impacts du projet sur le climat et la biodiversité de l'île d'Anticosti en parlant des effets de la fracturation hydraulique sur cet environnement très sensible aux changements géologiques à cause de sa richesse en espèces menacées.

Le tableau suivant présente chacun des éléments composant notre corpus liés au site web de Greenpeace, ainsi que, pour chacun d'eux, la dimension du discours qui s'avère dominante. Dans le cas où les arguments avancés relèvent d'abord de l'expertise, nous qualifions, dans la colonne de droite, la manière d'avoir recours à l'argument scientifique.

Tableau 4.6
Catégorisation des arguments avancés par Greenpeace dans son site web

n	Extraits	Dimension du discours	Manière d'avoir recours à l'argument scientifique

1	<p>13 mai 2014. Communiqué – Pourquoi s’opposer à l’exploitation du pétrole extrême d’Anticosti. « La fracturation nécessite aussi des quantités astronomiques d’eau ou peut également se faire à l’aide de propane liquéfié qui est aussi une technique à très haut risque » « Tout comme l’exploitation du gaz de schiste, celle du pétrole de schiste engendre des effets perturbateurs sur les collectivités et le territoire ainsi que des effets néfastes sur la santé humaine. »</p> <p>« Selon des chercheurs, s’il y avait du pétrole, les emplois éventuellement créés par l’exploitation pétrolière sur Anticosti s’élèveraient à moins de 0,02% des emplois totaux au Québec pour une année donnée et feraient augmenter le PIB québécois, en moyenne annuelle, de moins de 1%. »</p>	Expertise	Expression de l’émotion
2	<p>4 juillet 2016 Communiqué –Patrick Bonin dénonce la position contradictoire du gouvernement : « Il dit qu’il ne voulait plus exploiter le pétrole, mais permet l’exploration, l’utilisation de la fracturation hydraulique à haut risque dans un environnement fragile, avec des espèces menacées.»</p> <p>«Il dit ne pas vouloir exploiter le pétrole de schiste, qui est l’un des plus polluants au monde, et dit vouloir lutter contre les changements climatiques, mais autorise actuellement des prélèvements d’eau massifs pour une des technologies, la fracturation hydraulique, la plus inquiétante dans l’exploitation du pétrole».</p>	Expertise	Expression de l’émotion

Le nombre d’interventions de Greenpeace lié à la situation à Anticosti semble indiquer qu’il ne s’agit pas d’une priorité pour l’organisme, alors que seulement deux publications traitent de ce cas (voir le tableau 1.3.1). La première publication, intitulée « Pourquoi s’opposer à l’exploitation du pétrole extrême d’Anticosti », explique les

raisons pour lesquelles Greenpeace est contre l'exploitation de pétrole sur Anticosti en énumérant les points suivants :

- La fracturation hydraulique : « La fracturation nécessite aussi des quantités astronomiques d'eau ou peut également se faire à l'aide de propane liquéfié qui est aussi une technique à très haut risque » (Greenpeace Canada, 13 mai 2014, p. 1).
- La pollution de l'eau : « La dégradation de la qualité des eaux souterraines et de surface (y compris l'élimination sans danger de forts volumes d'eau usée) est particulièrement préoccupants. » (Greenpeace Canada, 13 mai 2014, p. 2).
- Des effets néfastes sur la santé humaine : « Tout comme l'exploitation du gaz de schiste, celle du pétrole de schiste en gendre des effets perturbateurs sur les collectivités et le territoire ainsi que des effets néfastes sur la santé humaine. » (Greenpeace Canada, 13 mai 2014, p. 2).
- Des émissions de gaz à effet de serre (GES) : « l'équivalent d'ajouter un million de voiture au Québec » (Greenpeace Canada, p. 2).
- La faible création d'emplois : « les emplois éventuellement créés par l'exploitation pétrolière sur Anticosti s'élèveraient à moins de 0,02% des emplois totaux au Québec pour une année donnée et feraient augmenter le PIB québécois, en moyenne annuelle, de moins de 1% » (Greenpeace Canada, 2014, p. 3).

Le discours prend ainsi une dimension informative, citant des faits de manière objective.

4.1.4 Comparaison entre le recours à la dimension scientifique sur les site web des trois organismes

Notre analyse fait ressortir que le discours des trois organismes – Nature Québec, Équiterre et Greenpeace – au sujet de l’exploitation pétrolière sur l’île d’Anticosti tel qu’il se déploie sur leur site web respectif met de l’avant des dimensions différentes. Il semble ainsi que les trois organismes aient des publics cibles distincts, ce qui teinte leurs discours.

Nature Québec semble d’abord vouloir s’adresser aux « simples » citoyens ou aux « profanes » en matière d’exploitation pétrolière. À cet effet, la dimension expertise constitue un peu plus du tiers de ses publications. Les autres publications prennent une dimension politique, visant des actions de mobilisation. En cohérence avec cet objectif, la manière d’avoir recours à l’argument scientifique est essentiellement fondée sur un recours à l’émotion.

Contrairement à Nature Québec, Équiterre semble s’adresser plus directement aux experts, aux décideurs et aux investisseurs dans la filière de l’industrie pétrolière, sans trop prendre en considération le public « profane ». À cet effet, la très grande majorité des publications d’Équiterre font appel à dimension de l’expertise. Certaines dimensions, comme la dimension politique ou la dimension informative, sont implicitement présentes. De fait, ces deux dimensions – politique et informative – ne prédominent que dans le cinquième des publications environ. C’est pourquoi la manière d’avoir recours à l’argument scientifique est exempte du recours à l’émotion, car le citoyen semble être peu pris en considération. À l’inverse, les publications qui mettent de l’avant une dimension scientifique constituent, sans exception, une expression de l’émotion où l’organisme défend sa propre position de manière émotive (plutôt que de relayer l’émotion des autres acteurs liés au projet). Par exemple, dans

son entrée de blogue intitulée « Les élections et l'environnement », Steven Guilbeault (2014, p. 1) déclare :

Le PQ reprend également son engagement de réduire les émissions de GES de 25 % sous les niveaux de 1990. Sur ce dernier point toutefois, le parti a eu presque deux ans pour présenter un plan d'action pour atteindre cet objectif. Et c'est raté! Déception généralisée dans le milieu environnemental.

Dans ce genre de déclaration, l'organisation, par l'entremise de son directeur général, montre sa déception en ce qui concerne le plan de réduction de GES, sans avoir parlé des effets potentiels de ces gazs sur la santé humaine (on est donc purement dans l'émotion).

Enfin, Greenpeace a pour sa part mis de l'avant une position plutôt implicite par rapport au sujet d'Anticosti, le discours étant limité à la publication de faits, ce qui correspond à la mise en avant d'une dimension d'abord et avant tout informative.

La figure 4.1 représente le pourcentage des différentes dimensions en présence dans les discours des trois organismes.

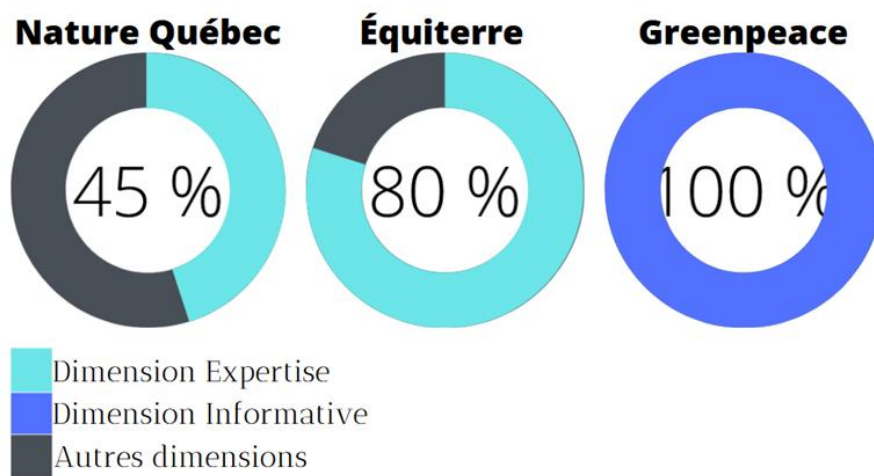


Figure 4.1 Diagramme circulaire représentant le pourcentage des dimensions dominantes dans les publications des trois organismes (sites web)

Le pourcentage lié à la manière dont chacun des organismes a recours à l'argument scientifique est présenté dans la figure qui suit :

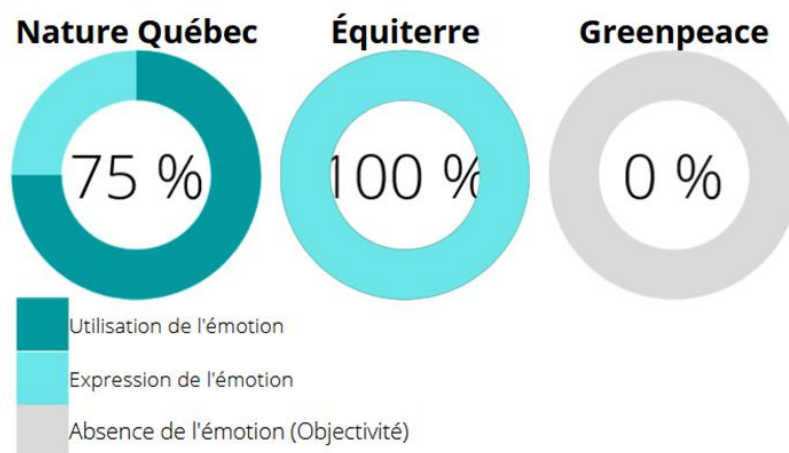


Figure 4.2 Diagramme circulaire représentant le pourcentage lié aux manières d'avoir recours à l'argument scientifique des trois organismes (sites web)

Après avoir analysé les formes de discours présentes sur les sites web des trois organismes étudiés, nous nous tournons, dans les lignes qui suivent, sur leurs publications Twitter liées au projet d'Anticosti.

4.2 Les approches des trois organismes sur Twitter

Connu par sa spécificité de micro-blogging, les publications sur Twitter doivent être courtes. Les utilisateurs se retrouvent contraints d'écrire de manière brève tout en assurant que l'information soit complète (Java et al., 2007). C'est pour cette raison qu'on peut penser que les organismes ici étudiés choisissent soigneusement leurs mots, de façon à qu'ils soient à la fois simples, significatifs et attirants, tout en partageant parfois des liens vers des articles, schémas ou images susceptibles d'enrichir leur argumentation

4.2.1 Étude des arguments avancés par nature Québec dans son Twitter

Nous nous penchons d'abord sur les publications Twitter de Nature Québec, qui, au cours de la période étudiée, a ainsi publié un total de neuf (9) tweets, présentés dans le tableau qui suit.

Tableau 4.7
Catégorisation des dimensions et de types d'arguments du discours scientifique avancés par Nature Québec sur Twitter

n	Tweets	Dimension du discours	Manière d'avoir

			recours à l'argument scientifique
1	2 mai 2014 Nature Québec donne son avis sur la critique d'André Lavoie (critique pigiste en cinéma) : « Touche pas à mon île! Très bonne critique d'André Lavoie sur le document de @Dcchampagne#Anticosti http://ledevoir.com/culture/cinema », en partageant le lien vers l'article du Devoir concerné.	Expertise	Expression de l'émotion
2	12 mai 2014 « Anticosti/Pétrole-Gvt Couillard doit tenir débat public avant tt forage http://bit.ly/1mhCdHg », en « taguant » Patrick Bonin, le responsable de Greenpeace; Steven Guilbeault, le ministre du patrimoine canadien; et l'AQLPA, l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique.	Expertise	Expression de l'émotion
3	5 mai 2016 Nature Québec partage le lien de son communiqué sur Twitter en donnant une idée du contenu de ce dernier : « Nature Québec demande à David Heurtel de ne pas émettre d'autorisation pour les forages sur Anticosti »	Expertise	Expression de l'émotion
4	1 juin 2016 Nature Québec partage ce qu'une marcheuse de la traversée d'Anticosti raconte à Radio-Canada. « Entrevue avec deux marcheuses de la Grande #TraverséeAnticosti ce matin, 10h20 sur Ici Première -> http://bit.ly/1ipOjR0 @RC_ML #Anticosti »	Expertise	Objectivité
5	2 août 2016 Nature Québec exprime son admiration de la nature de l'île d'Anticosti : « Magnifiques chutes, paysages à couper le souffle : il y a tlmt mieux à faire à #Anticosti que d'exploiter le pétrole ! http://bit.ly/2aKLuLK », en partageant un lien montrant les chutes.	Expertise	Expression de l'émotion
6	9 août 2016 Nature Québec exprime sa fierté de voir des marcheurs traversant Anticosti pour exprimer leur opposition aux projets d'exploitation d'hydrocarbures sur l'île : « Les écolos du QC brilleront au #FSM2016 ! Voici des marcheuses qui traverseront #Anticosti pour dire NON au pétrole ! »	Expertise	Expression de l'émotion
7	11 août 2016 L'organisme partage sur Twitter une affiche montrant les retombées annuelles des activités récréotouristiques : « Les	Protestation	-

	activités récréotouristiques d'Anticosti génèrent des retombées annuelles de 12 millions de dollars ».		
8	27 août 2016 Appel à l'aide pour « mettre un POINT FINAL au pétrole sur #Anticosti! », en partageant une photo d'un cerf de virginie.	Expertise	Expression de l'émotion
9	18 août 2017 Informer qu'il ne reste qu'un jour pour la 2 ^e traversée d'Anticosti : « La Grande #TraverséeAnticosti, c'est demain! Pour un #FuturAnticosti sans pétrole! #Anticosti @AshiniGoupil@jici »	Solidarité	-

Bien que les Tweets de Nature Québec soient écrits dans un langage simple, le discours se rapporte majoritairement à la dimension expertise, car l'organisme évoque les noms d'experts qui appuient ses positions, ainsi que des extraits de leurs propos ou mêmes des liens vers des articles scientifiques. Quelques autres publications affichent une dimension de solidarité et de protestation. À travers ces dernières, on peut penser que Nature Québec tente d'influencer le public afin d'accroître le nombre de participants à la traversée d'Anticosti, qui peut être vue comme une forme de pression exercée sur les décideurs afin de stopper le projet d'exploitation pétrolière sur l'île d'Anticosti et protéger ce patrimoine naturel.

La manière d'avoir recours à l'argument scientifique se traduit principalement par une expression de l'émotion. Celle-ci transparaît dans tous les tweets affichant la dimension expertise. L'organisme y exprime librement ses avis sur des réalisations artistiques, des décisions gouvernementales ou même à propos de situations économiques, écologiques ou sanitaires, comme l'illustre la figure 4.3



Figure 4.3 Exemple de Tweets de Natures Québec illustrant l'expression de l'émotion.


On peut penser que l'expression de l'émotion sur cette plateforme a permis une meilleure transparence du discours de Nature Québec, car cette manière d'avoir recours à l'argument scientifique nécessite l'emploi d'expressions moins scientifiques. À cet effet, la compréhension de ce genre de tweets devient à la fois plus facile pour les citoyens, et moins contestable puisqu'appuyés par d'autres acteurs dont le point de vue est relayé, ce qui a pu participer à la construction de liens solides entre cet organisme et les utilisateurs. Certains tweets ont d'ailleurs donné lieu à des échanges : tel était le cas dans l'entrevue avec une marcheuse de la grande traversée organisée par Nature

Québec et couverte par Radio-Canada. Ce tweet de Nature Québec a été retweeté six fois, et ce, par des simples citoyens ainsi que par des organismes actifs dans différents domaines, tels que Rando Québec, la Fédération québécoise de la marche et COPTICOM, stratégie et relations publiques, une entreprise qui a pour mission de faire avancer les dossiers en transport, environnement, aménagement et économie sociale. Les figures 4.4 et 4.5 illustrent le tweet et les retweets en question.




Figure 4.4 Tweet de Nature Québec sur l’entrevue avec la marcheuse de la traversée, montrant le nombre de retweets.

× **Retweeted by**




Rando Québec
@RandoQuebec Follow

La Fédération québécoise de la marche est un OSBL assurant la promotion et le développement de la marche, de la randonnée et des sentiers au Québec depuis 1978.




COPTICOM, Stratégies et Relations publiques
@copticom Follow

Au service des acteurs de la transition au Québec, nous contribuons à faire avancer les dossiers en transport, environnement, aménagement et économie sociale.




laurent
@laurent_260 Follow

La mer n'est pas le réceptacle, la lie, de nos consciences aveuglées, elle en est le berceau




Diane Audy Riopel
@diane_audy Follow

Je suis artiste peintre, avec mon homme nous vivons notre vie dans Les Laurentides et dans une autre région, fière maman d'une fille (Théâtre) fils (Droit), P.Q.



Marc St-Cyr
@montreal110 Follow

Engagé socialement, je lutte pour l'environnement, le politique, je fais avec, je ne supporte pas l'injustice! Les antisémites ne sont pas les bienvenus



Jean-Patrick Toussaint
@JeanPatrickT Follow

PhD Sci. Env.; Auteur; Papa; Chroniqueur chez @QuebecScience; QC-Haïti-Australie; #environnement #politique Mes Tweets = mon opinion; FR/EN

Figure 4.5 Les six retweets de l'entrevue avec la marcheuse.

4.2.2 Étude des arguments avancés par Équiterre dans son Twitter

Après avoir étudié les tweets de Nature Québec, passons maintenant aux tweets d'Équiterre qui, au cours de la période étudiée, était non seulement active sur son site web, mais aussi sur Twitter. Le tableau qui suit représente les six (6) tweets d'Équiterre suivis de la dimension dominante et la manière dont l'argument scientifique a été avancé en ce qui concerne les tweets présentant une dimension de l'expertise.

Tableau 4.8
Catégorisation des dimensions et de types d'arguments du discours scientifique avancés par Équiterre sur Twitter.

N	Tweets	Dimension du discours	Manière d'avoir recours à l'argument scientifique
1	5 mai 2014a : Équiterre remercie Dominic Champagne pour le film « Anticosti : la chasse au pétrole extrême » et le qualifie d'essentiel : « #Anticosti Merci Dominic Champagne pour ce film essentiel »	Expertise	Expression de l'émotion
2	5 mai 2014b : Équiterre partage la parole de Dominic Champagne : « @dominicchampagne : Nous partageons tous le destin des gens d'#Anticosti »	Expertise	Utilisation de l'émotion
3	12 mai 2014 « Conférence de presse : syndicats et groupes environnementaux interpellent le gouvernement Couillard sur #Anticosti : http://bit.ly/1nAbkjZ », en partageant le lien vers son communiqué intitulé « Anticosti et pétrole : Le gouvernement Couillard doit tenir un large débat public avant tout forage, selon les dirigeants syndicats et groupes environnementaux ».	Expertise	Expression de l'émotion

4	14 mai 2014 : Équiterre partage sur Twitter le documentaire « Anticosti : la chasse au pétrole extrême » de Dominic Champagne : « #Anticosti : La chasse au #pétrole extrême, un film essentiel et émouvant de Dominic Champagne à ne pas manquer ! http://bit.ly/1iTotS6 »	Expertise	Expression de l'émotion
5	20 mai 2014 : Équiterre remet en question l'idée d'exploiter le pétrole d'Anticosti : « Nouveau billet de @s_guilbeault : le #pétrole d'Anticosti, une si bonne affaire? http://bit.ly/1nbPB2F »	Expertise	Utilisation de l'émotion
6	23 août 2016 : Équiterre annonce son soutien de la candidature d'Anticosti au patrimoine international de l'UNESCO en partageant son communiqué intitulé « Équiterre soutiendra la candidature de l'île d'Anticosti au patrimoine naturel de l'UNESCO » : « Communiqué : Équiterre soutiendra la candidature de l'Île d'Anticosti à l'UNESCO http://bit.ly/2biUTGS »	Protestation	-

Bien que la spécificité de la plateforme de microblogging Twitter a tendance à affaiblir l'argumentation, car les tweets sont limités à un nombre précis de caractères, la dimension expertise se retrouve dominante dans les tweets d'Équiterre, comme c'était le cas pour Nature Québec. À son tour, l'organisme a recours aux noms d'experts et à leurs paroles pour justifier son point de vue et renforcer son argumentation.

Dans son tweet intitulé « Équiterre soutiendra la candidature de l'île d'Anticosti au patrimoine de l'UNESCO », le discours de l'organisme prend une dimension de solidarité et de protestation, rappelant la mission principale d'Équiterre liée à la création de mouvements de société.

Quant à la manière d'avoir recours à l'argument scientifique sur Twitter, l'approche d'Équiterre est résolument subjective, faisant largement appel à l'émotion. Ses

messages sur cette plateforme visent ainsi à influencer le public de façon directe, en l'incitant, par exemple, à soutenir les différents mouvements de protestation. Les messages d'Équiterre visent également à influencer le public de manière indirecte, en donnant son avis sur le sujet, ce qui peut constituer un repère pour plusieurs personnes. À cet effet, deux manières d'avoir recours à l'argument scientifique sont déployées : 1) une utilisation de l'émotion lorsqu'il s'agit d'influence directe, comme l'organisme l'a fait dans son tweet du 5 mai 2014a, en parlant du destin partagé avec les gens d'Anticosti, le tout renforçant les relations avec les anticostiens; 2) une expression de l'émotion dans un cas d'influence indirecte lorsque l'organisme donne son avis par rapport à une situation. Par exemple, afin d'inciter les gens à aller regarder le film « Anticosti : la chasse au pétrole extrême » de Dominic Champagne, l'organisme insiste sur l'idée que ce documentaire est « essentiel ».

4.2.3 Étude des arguments avancés par Greenpeace dans son fil Twitter

Dans cette sous-section, nous étudions enfin les tweets de Greenpeace qui, durant toute la période de controverse, n'a publié que trois tweets. Ceux-ci sont décrits dans le tableau qui suit, qui détaille la dimension de discours et la manière d'avoir recours à l'argument scientifique pour les tweets prenant une dimension d'expertise.

Tableau 4.9
Catégorisation des dimensions et de types d'arguments du discours scientifique
déployé par Greenpeace sur Twitter

n	Tweets	Dimension du discours	Manière d'avoir recours à l'argument scientifique
1	03 mai 2014 : Greenpeace partage le tweet suivant : « Débat Bernard Landry vs Patrick Bonin @patbonin sur le pétrole d'Anticosti http://ici.radio-canada.ca/widgets/mediaconsole/medianet/7076068# »	Expertise	Objectivité
2	13 mai 2014 : Greenpeace pose la question de « Pourquoi s'opposer à l'exploitation du pétrole extrême d'Anticosti Greenpeace Canada http://act.gp/1sipi9C #Anticosti », en partageant le lien vers son article expliquant les raisons pour lesquelles il faut dire non au pétrole d'Anticosti.	Expertise	Objectivité
3	20 Mai 2014 : Greenpeace fait un rappel : « À NE PAS MANQUER : CE SOIR, à 21h, sur Télé-Québec, sera diffusé 'Anticosti : La chasse au pétrole extrême', un film-documentaire dans lequel le réalisateur, Dominic Champagne, met en perspective bouleversements climatiques, pétrole et démocratie à travers l'expérience bien concrète vécue actuellement à Anticosti. »	Informative	-

Comme le montre le tableau 4.9, Greenpeace a publié des tweets au sujet de l'exploitation des hydrocarbures à Anticosti au début de la controverse seulement, où l'organisation a couvert le sujet en relayant des arguments scientifiques afin de soutenir les différentes formes d'inacceptabilité sociale en utilisant un raisonnement logique, tout en évitant de mettre de l'avant sa propre position par rapport au projet d'exploitation à Anticosti.

L'organisme a misé sur la dimension expertise en citant des experts dans le but de renforcer son argumentation et d'ajouter une certaine légitimité à son discours. Ceci étant dit, même les tweets où prime la dimension d'expertise et qui ont recours à l'émotion sont écrits de façon très objective, ce qui rappelle la dimension informative que l'organisme mobilise dans son site web.

La figure 7 représente le pourcentage de chacune des dimensions mises de l'avant sur Twitter par les trois organismes étudiés. La figure 8 présente pour sa part le pourcentage lié aux manières d'avoir recours à l'argument scientifique sur cette même plateforme. On constate que la dimension expertise est plus utilisée sur Twitter que sur les sites web des trois organismes, ce qui peut être expliqué par le besoin des ces derniers de montrer plus de crédibilité dans leurs propos en citant des experts, tout en utilisant l'avantage du contact direct avec le public pour y exprimer librement leurs avis (expression de l'émotion).

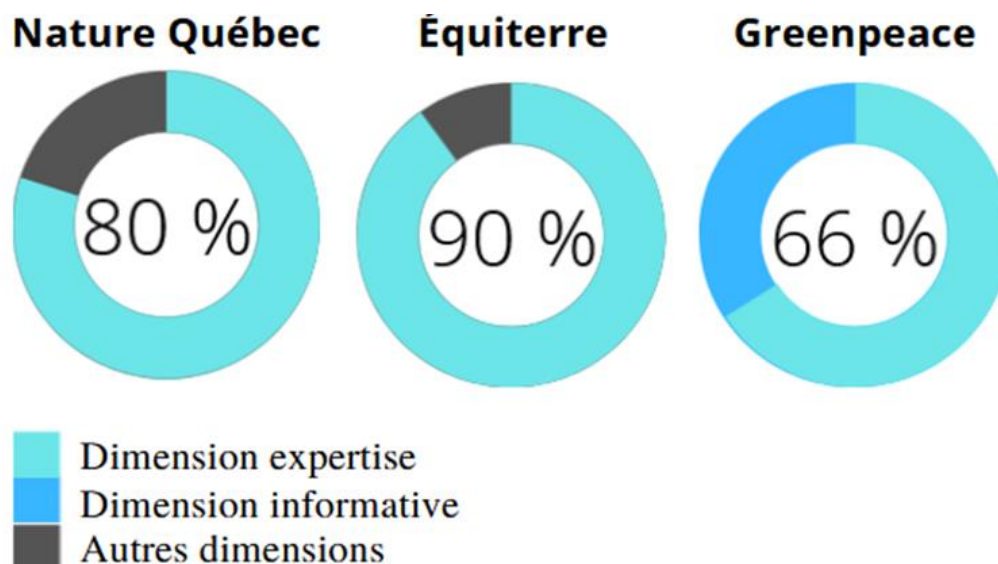


Figure 4.6 Diagramme circulaire représentant le pourcentage des dimensions de discours des trois organismes sur Twitter.

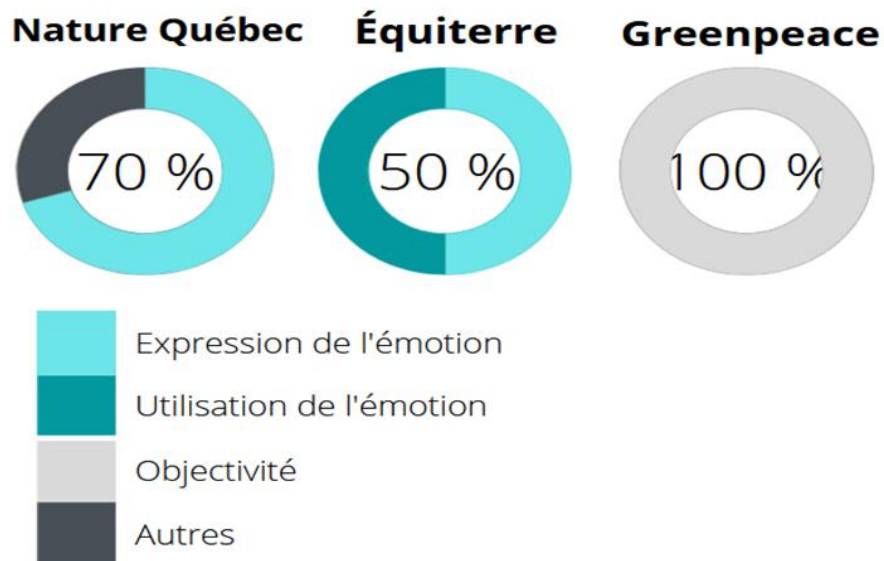


Figure 4.7 Diagramme circulaire représentant le pourcentage quant aux manières d'avoir recours à l'argument scientifique des trois organismes sur Twitter.

Après avoir décrit nos résultats, nous nous tournons, dans le chapitre qui suit, vers notre discussion, où nous tenterons de répondre à notre questionnement de recherche.

CHAPITRE V

DISCUSSION

Dans ce chapitre, nous discutons des résultats et des limites de notre démarche, ainsi que des pistes de recherches possibles.

5.1 Discussion des résultats de recherche

Rappelons que nous avons réalisé cette recherche afin de savoir comment les groupes environnementaux opposés au projet d'exploitation d'hydrocarbures sur l'île d'Anticosti ont mobilisé le discours scientifique dans leurs interventions médiatiques afin d'influencer la décision de mettre fin à ce projet.

Nous avons également comme objectif secondaire d'examiner le rôle spécifique des médias sociaux dans la médiatisation des arguments scientifiques, afin de voir en quoi ces canaux facilitent ou pas le déploiement de tels arguments.

D'abord, notre analyse fait ressortir des différences notables entre le discours des trois organismes étudiés (Nature Québec, Équiterre et Greenpeace). Le discours de Nature

Québec tel que véhiculé dans son site web tourne autour des questions politiques; on peut penser qu'il est destiné en premier lieu aux citoyens étant les plus touchés par les décisions. C'est pour cela que l'organisme a eu le souci de mobiliser ces derniers à travers ses publications. À cet effet, la dimension de l'expertise dominait dans seulement 45% du discours issu du site web de cet organisme, alors qu'une bonne partie de ses interventions relevait de la dimension politique des enjeux, ainsi que d'une dimension protestataire.

Ainsi, assurer une bonne transmission de ses idées aux « simples citoyens » semble avoir eu une grande importance pour Nature Québec. À cet égard, la terminologie choisie par cet organisme était très facile à comprendre, voire très touchante, afin de sensibiliser des lecteurs pour gagner un public porteur de principes similaires. Par conséquent, la manière d'avoir recours à l'argument scientifique était indirecte, c'est-à-dire que l'organisme n'a pas exprimé sa position dans son site web; il a plutôt eu recours aux émotions de son public, qu'il a largement diffusées.

Fait intéressant, la stratégie de Nature Québec sur Twitter semble avoir été différente, alors que, contrairement à ce qui prévalait sur son site web, la manière d'avoir recours à l'argument scientifique était plus directe, c'est-à-dire que l'organisme semblait plus à l'aise à exprimer sa position et à donner son point de vue, sans aucune restriction éditoriale. À cet effet, il a adapté son discours de façon à ce qu'il soit à la fois légitime, en partageant des paroles d'experts ou même des œuvres d'art, et facile à comprendre, en évitant le jargon scientifique et les questions politiques demandant de l'expertise.

L'approche d'Équiterre telle qu'elle se déploie sur son site web se distingue clairement de celle mise de l'avant par Nature Québec. Le public auquel s'adresse Équiterre via son site web est un public « d'élite » : la compréhension du discours déployé demande en effet un certain niveau de connaissances et d'expertises pertinentes, et ce, dans

plusieurs domaines. On peut penser que le but ultime de l'organisme était d'exprimer son positionnement de manière directe, sans avoir recours à la parole d'autrui. De manière fort intéressante, Équiterre change complètement son approche sur Twitter. En s'adressant cette fois au grand public, le discours scientifique se retrouve plus vulgarisé tout en gardant sa dimension d'expertise, qui s'est limité cette fois à citer des experts sans nécessairement leurs adresser la parole. Cela semble paradoxal du fait que Twitter s'adresse surtout à une certaine élite, rejoignant plus ou moins 12% des Québécois, selon l'enquête NETendances de 2018 (CEFRIQ, 2018). Or, nos résultats font ressortir que c'est surtout sur son site web que l'organisme promeut une image très formelle. Ceci pourrait, d'une part, être relatif à la volonté de gagner la confiance des élites en déployant un discours qui se veut humain et accessible; cela pourrait aussi être attribuable, d'autre part, aux restrictions éditoriales propres à Twitter, peu propices aux longues explications de nature scientifique. Il se peut enfin que la stratégie de l'organisme consiste à consacrer son site web aux élites et Twitter aux « simples citoyens » afin de toucher tous les segments de la société en évitant les dialogues stériles qui se créent parfois sur les médias sociaux entre des élites qui seraient porteuses de principes différents et qui finiraient par aggraver les conflits entre ces dernières. Ainsi, sur Twitter, bien que le discours d'Équiterre conserve sa dimension d'expertise, le vocabulaire utilisé s'avère très simple et facile à comprendre. Par conséquent, il y a une certaine convivialité qui peut s'installer entre l'organisme et son public, ce qui permet à Équiterre non seulement d'exprimer sa position et ses points de vue, mais aussi de relayer les émotions de son public. Le tout crée une dynamique d'échange très positive, alors que 50% des tweets font appel à l'expression de l'émotion et que l'autre 50% présente une utilisation de l'émotion. Cette dynamique se traduit par des conversations entre l'organisme et les autres utilisateurs de la plateformes, parfois même des retweets ou des tags.

Finalement, pour un organisme relativement peu actif comme Greenpeace, la différence remarquée entre les dimensions de son discours telles qu'elles sont déployées dans son site web et sur Twitter est impressionnante. Alors que le discours de l'organisme a pris une dimension strictement informative dans son site web (100% des publications analysées), cela est très différent avec les publications sur Twitter, où Greenpeace a montré sa volonté à interagir avec le public. L'organisme a ainsi abandonné la dimension informative dans les deux tiers de ses publications (67%), où il a plutôt intégré une dimension d'expertise à son discours en nommant ou en citant des experts. Le tout a conféré une certaine légitimité à son discours, ce qui a pu permettre de gagner la confiance du public. Le tableau qui suit représente les dimensions de discours dominantes dans les sites web et celles provenant de Twitter des trois organismes étudiés.

Tableau 5.1
Récapitulatif des dimensions dominantes dans chaque plateformes.

L'organisme	Site Web	Twitter	La manière de mobiliser l'argument scientifique
Nature Québec	Politique	Expertise	Recours à l'émotion
Équiterre	Expertise	Expertise	Recours à l'émotion
Greenpeace	Informative	Expertise	Objectivité

5.1.1 La place de la légitimité du discours scientifique vulgarisé

Bien que Twitter s'adresse à l'élite, il regroupe des utilisateurs possédant des croyances, des cultures, des expertises et des intérêts différents. À cet effet, nos résultats montrent

que la vulgarisation du discours scientifique y prend une place majeure afin de toucher un public plus large. Comme nous l'avons évoqué plus haut, cette vulgarisation est favorisée par le format de cette plateforme : étant donné qu'un Tweet ne peut contenir qu'un nombre maximum de 280 caractères, les organismes se retrouvent dans l'obligation de simplifier et vulgariser leurs propos pour assurer que l'information soit complète. À titre d'exemple, en parlant de la nature d'Anticosti dans son tweet du 6 août 2016, Nature Québec exprime son admiration pour la nature anticostienne en disant que la beauté des paysages est « à couper le souffle » : en deux mots, l'organisme parvient ainsi à résumer son article intitulé Parce qu'il y a tellement mieux à faire que le pétrole, portant sur la possibilité de créer des projets économiques durables en profitant de la beauté de l'île. C'est d'ailleurs de cette perspective qu'est venue l'idée d'introduire Anticosti au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Par ailleurs, l'absence du jargon scientifique a tendance à affaiblir l'argumentation, ce qui pourrait aller à l'encontre du principe de la construction de la légitimité du discours scientifique (Lalancette, Raynauld et Crandall, 2019). Afin de palier cette lacune, on peut penser que les organismes étudiés citent souvent des experts, des organismes, des associations reconnues ou des témoins dans le but d'apporter une certaine légitimité à leurs discours (voir la figure 8). Ils accompagnent également leurs tweets de liens vers des articles scientifiques ou des images afin de renforcer leurs propos.

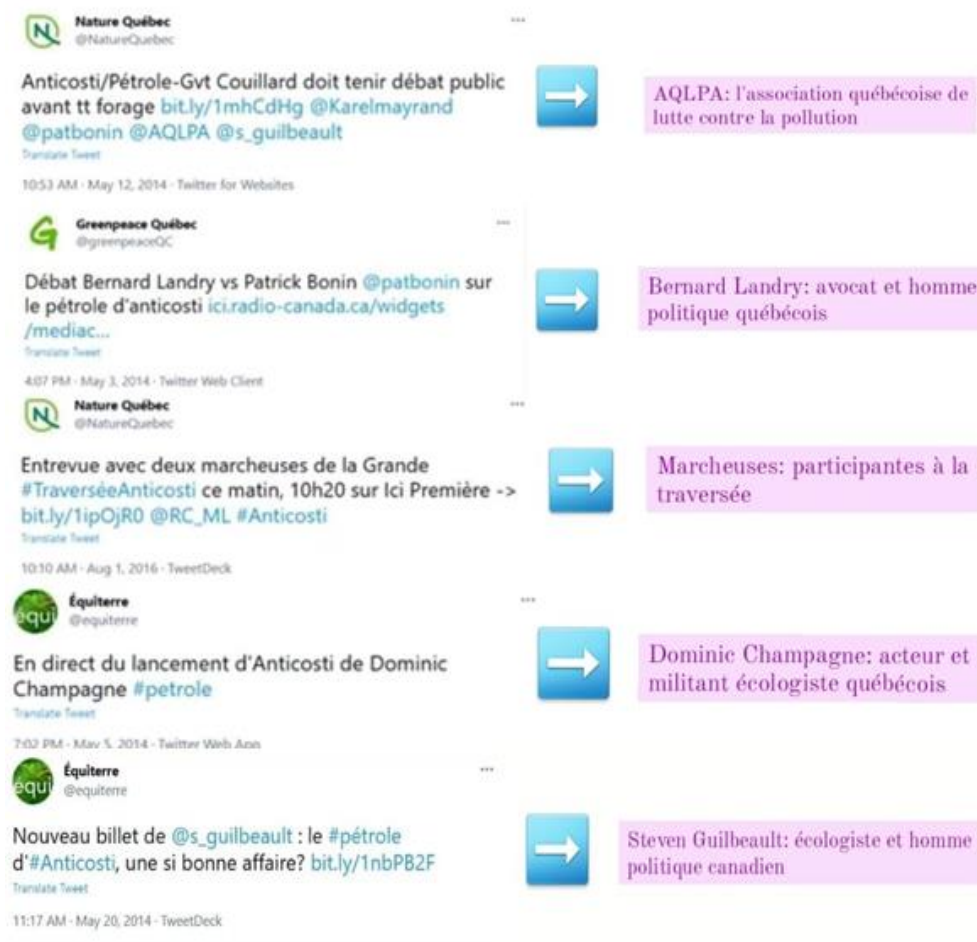


Figure 5.1 Exemple d'implication d'experts dans le discours.

On peut penser que cette technique a montré son efficacité car, sur un total de 14 tweets mobilisant la dimension expertise (7 de Nature Québec, 5 d'Équiterre, 2 de Greenpeace), 9 publications ont été repartagées (voir figure 10). Nos résultats font voir, d'une part, que les liens qui se construisent entre l'organisme et les usagers de Twitter facilitent la transmission d'information : très souvent, les tweets sont écrits de manière plus vulgarisée par rapport à ce que l'on trouve dans les sites web de ces mêmes organismes. D'autre part, l'établissement de ces liens solides participe à la construction

de la légitimité, car le fait de gagner plus d'abonnés, d'avoir plus de likes, plus de commentaires ou plus de retweets, permet à l'organisme de gagner en crédibilité aux yeux des usagers. Par conséquent, son discours devient plus convaincant et on peut penser que son influence sur les utilisateurs de cette plateforme s'accroît. Aussi, rappelons que la mobilisation des acteurs sociaux par l'entremise de protestations, de diffusion d'œuvres artistiques ou même de mouvements virtuels tels que les pétitions demandent une bonne communication entre les personnes impliquées ; les médias sociaux tels Twitter facilitent une telle communication et favorisent donc une telle mobilisation.



Figure 5.2 Exemple de Repartage (retweets) des publications mentionnant des experts.

En somme, à la lumière de nos résultats, il appert que la mobilisation du discours scientifique dans les trois sites web des organismes étudiés varie d'un organisme à l'autre. On peut penser que ces variations sont liées à la mission de l'organisme et au public auquel il s'adresse en priorité.

- Rappelons que la mission de Nature Québec est de réduire l'empreinte écologique en sensibilisant et en mobilisant la société; ainsi, l'organisme s'adresse principalement aux citoyens. Cela se reflète par ses publications sur son site web, très vulgarisées et qui incitent à la mobilisation, et par celles diffusées sur son fil Twitter, qui font largement appel à l'émotion. Ainsi, Nature Québec a organisé deux marches en faveur de l'inscription de l'île d'Anticosti au patrimoine naturel de l'UNESCO, un tournant dans le dossier.

- Pour sa part, Équiterre a pour mission d'organiser les mouvements de société en s'adressant en premier lieu aux gouvernements et aux organismes, avant de passer aux « simples citoyens » pour les inciter à faire des choix écologiques. Encore une fois, cela se reflète assez bien dans les publications que l'organisme diffuse sur son site web, qui font appel à l'expertise et semblent ainsi surtout s'adresser aux élites politiques, et celles diffusées sur son fil Twitter, qui citent très souvent le gouvernement Couillard, les groupes et les syndicats touchés par le projet.

- De son côté enfin, Greenpeace agit en matière de protection de l'environnement, selon le principe de non-violence. Comme on l'a vu, l'organisme reste objectif dans la plupart des propos qu'il diffuse sur son site web; c'est aussi le cas sur Tweets, où l'organisme semble aussi avoir la volonté d'interagir avec son public, tout en demeurant objectif.

En somme, nos résultats font ressortir qu'une même organisation a parfois des stratégies différentes sur Twitter et sur son site web en ce qui concerne les dimensions qui sont principalement mobilisées. Les canaux de communication seraient ainsi complémentaires.

Finalement, on peut penser que les trois organismes ont joué un rôle important quant à l'issue des débats autour de l'exploitation des hydrocarbures à Anticosti. Dans son annonce de l'abandon de tout projet extractif sur l'île d'Anticosti, le gouvernement a d'ailleurs appuyé l'idée de plusieurs groupes environnementaux de faire en sorte que ce territoire soit proposé comme faisant partie du patrimoine naturel de l'UNESCO. John Pineault, le maire de la municipalité, a en outre tenu à remercier tous les groupes environnementaux qui ont soutenu cette cause (Saint-Arnaud, 2017).

CONCLUSION

Cette recherche a tenté de cerner les différentes manières de mobiliser le discours scientifique des principaux groupes environnementaux s'opposant aux projets d'exploitation d'hydrocarbures sur l'île d'Anticosti, le tout dans l'optique d'influencer l'acceptabilité sociale de ce projet (soit de favoriser son inacceptabilité). Nous avons ainsi examiné le discours de Nature Québec, d'Équiterre et de Greenpeace, tel qu'il s'est déployé sur les sites internet et les fils Twitter de ces organismes.

Nos résultats montrent que la manière d'avoir recours à l'argument scientifique diffère d'un organisme à l'autre selon le public auquel il s'adresse et la plateforme sur laquelle il s'exprime. Dans leur site web respectif, chaque organisme a un style qui lui est propre, défini par la dimension qu'il mobilise davantage et sa manière d'avoir recours à l'argument scientifique. Ainsi, la nature mobilisatrice des propos de Nature Québec se manifeste dans une dimension protestation; dans ce contexte, la dimension d'expertise sert surtout à introduire cette dimension dominante. C'est-à-dire que la mobilisation de l'expertise semble avoir pour but de construire une certaine légitimité qui permet à l'organisme d'atteindre ses objectifs de mobilisation citoyenne. Tandis que pour Équiterre, le citoyen semble être exclu du débat : le discours reste donc confiné entre experts. C'est pour cela que la dimension d'expertise domine son discours. À son tour, Greenpeace possède son propre style communicationnel : son discours se caractérise par l'objectivité et la neutralité des propos, et ce, malgré sa position très claire d'opposant. La dimension informative domine dans tous les propos issus de cette

organisation. Par ailleurs, les différences dans la manière de mobiliser le discours scientifique semble s'amenuiser sur Twitter, alors que les trois organismes adoptent une communication similaire. Leur discours prend ainsi une nature plus informelle, directe et proche du simple citoyen. C'est à ce moment que la vulgarisation scientifique prend toute sa place dans le discours ; la langue devient plus simple, les propos plus clairs et destinés dans leur ensemble au public profane. En somme, on peut dire que dans ce cas, Twitter a participé à la vulgarisation scientifique et par conséquent, au rapprochement du citoyen au paysage informationnel.

Les raisons pour lesquelles certains organismes, notamment Greenpeace, restent très formels et ne montrent pas leur positionnement de façon claire et directe restent méconnues. Il serait intéressant, dans une recherche ultérieure, de réaliser des entretiens semi-dirigés avec les parties concernées afin d'éclairer cet aspect.

Il serait également pertinent d'explorer d'autres pistes de recherche permettant éventuellement d'identifier d'autres facteurs affectant le travail de ces organisations. Par exemple, on pourrait faire l'hypothèse que les organismes adoptent des positionnements et approches communicationnelles distincts tout en étant conscients de la complémentarité de leur posture. Il s'agirait donc d'une approche délibérée : il y a une possibilité que ces derniers se concertent avant d'afficher leur position. Il serait pertinent d'examiner cette hypothèse plus à fond.

Au final, notre démarche a aussi permis de réfléchir aux effets des arguments avancés par ces groupes environnementaux sur la décision de mettre fin au projet de l'exploitation des hydrocarbures sur l'île d'Anticosti. Les groupes environnementaux ont mis de l'avant une approche précurseure qui prend tout son sens aujourd'hui. Ainsi, la remise en question de la rentabilité du projet, telle qu'avancée par ces groupes (voir extrait 3 du site web de Nature Québec), se pose plus que jamais en 2021, surtout avec

l'arrivée de nouvelles technologies dans la filière énergétique (Lessard, 2021, p. 2). Les groupes ont aussi, à juste titre, mis de l'avant l'impossibilité d'atteindre les objectifs de réduction de GES en poursuivant le projet (voir extrait 5 du site web d'Équiterre), de même que la dangerosité du projet sur l'environnement hydrique de l'île (voir extrait 1 du site web de Greenpeace). Encore une fois, ces considérations sont aujourd'hui au cœur des décisions gouvernementales (Lessard, 2021).

L'étude des différentes stratégies communicationnelles de Nature Québec, Équiterre et Greenpeace telles que déployées dans leurs sites web ainsi que sur la plateforme Twitter a partiellement levé le voile sur le rôle crucial que jouent ces groupes environnementaux dans l'influence des débats autour de projets générant des impacts environnementaux. Plus largement, notre étude a aussi permis de mettre plus de lumière sur l'usage des réseaux socio-numériques en périodes de controverses.

ANNEXE A

LES ÉTAPES DE LA COLLECTE DE DONNÉES SUR TWITTER

a) Recherche par le mot clé : Anticosti



b) Choisir « Advanced reaserch » ou « recherche avancé », ajouter le hashtag #Anticosti pour plus de résultats.



Advanced search Search

All of these words
Anticosti
Example: what's happening · contains both "what's" and "happening"

This exact phrase
Example: happy hour · contains the exact phrase "happy hour"

Any of these words
Example: cats dogs · contains either "cats" or "dogs" (or both)

None of these words
Example: cats dogs · does not contain "cats" and does not contain "dogs"

These hashtags
#Anticosti
Example: #ThrowbackThursday · contains the hashtag #ThrowbackThursday

Language
Any language

ANNEXE B

ORGANISATION DES DONNÉES SOUS FICHIER EXCEL

Collecte Twitter						
Critères de recherche: anticosti						
Date de publication	Auteur.ice	Contenu du Tweet	Adresse URL	Présence d	Type d'élé URL du lien	Réponses
2014.05.01_2h08	tabarnakTomy	Regardez bien cette photo de notre	https://twitter.com/zef999	0		0
2014.05.01_8h00	zef999	RAPPEL: L'espace média utilisé pou	https://twitter.com/amthouin	0		0
2014.05.01_8h14	amthouin	RT @StBeni: Excellente nouvelle	https://twitter.com/ArchivesRC	0		0
2014.05.01_8h38	ArchivesRC	(Politique) Québec achète l'île d'A	https://twitter.com/AQLPA	0		0
2014.05.01_9h30	AQLPA	Anticosti – Le CQDE demande aux t	https://twitter.com/montreal110	0		0
2014.05.01_10h53	montreal110	Anticosti – Le CQDE demande aux t	https://twitter.com/Patbonin	1	https://www.lapresse.ca/env	0
2014.05.01_13h30	Patbonin	#Fracturation: experts appellent à	https://twitter.com/LeCREdeLaval	0		0
2014.05.01_13h13	LeCREdeLaval	Anticosti – Le CQDE demande aux t	https://twitter.com/4Jocelyne	1	https://www.journaldequebe	0
2014.05.01_13h21	4Jocelyne	Le cri du cœur de Dominic Champaj	https://twitter.com/amthouin	1	https://www.journaldequebe	0
2014.05.01_13h26	amthouin	Le cri du cœur de Dominic Champaj	https://twitter.com/Dutrizak	0		0
2014.05.01_14h14	Dutrizak	DOCUMENTAIRE / Anticosti: la chas	https://twitter.com/SylvieAubut	0		0
2014.05.01_14h29	SylvieAubut	Le ministre Arcand va revoir l'enter	https://twitter.com/JosephElfassi	1	https://voir.ca/cinema/2014/	1
2014.05.01_15h27	JosephElfassi	Documentaire sur Anticosti : Domij	https://twitter.com/montreal110	0		0
2014.05.01_15h30	montreal110	985fm.ca/lecteur/audio/document	https://twitter.com/LBrisebois1	0		0
2014.05.01_16h04	LBrisebois1	#poiac #assnat Désolé mais avec	https://twitter.com/Maryselat	1	https://www.journaldequebe	0
2014.05.01_16h13	Maryselat	Le cri du cœur de Dominic Champaj	https://twitter.com/Moncineweb	1	https://voir.ca/cinema/2014/	0
2014.05.01_16h54	Moncineweb	Bonjour, Je souhaiterais présenter	https://twitter.com/Voir	1	https://voir.ca/cinema/2014/	0
2014.05.01_17h30	Voir	Documentaire sur Anticosti : les p	https://twitter.com/Montmarquette_C	1	https://voir.ca/cinema/2014/	0
2014.05.01_19h29	Montmarquette_C	Anticosti de Dominique Champagn	https://twitter.com/luciethibault	1	https://voir.ca/cinema/2014/	0
2014.05.01_19h39	luciethibault	Documentaire sur Anticosti : Domij	https://twitter.com/EnjeuxEnergies	1	https://enjeuxenergies.wordp	0
2014.05.01_20h20	EnjeuxEnergies	Documentaire sur Anticosti : Domij	https://twitter.com/OuilletGo	1	https://voir.ca/cinema/2014/	0
2014.05.01_21h16	OuilletGo	Documentaire sur Anticosti : Domij	https://twitter.com/Letourse	1	https://ici.radio-canada.ca/n	0
2014.05.01_21h44	Letourse	Trop d'inconnues planent encore s	https://twitter.com/SoAnne	1	introuvable	0
2014.05.01_23h14	SoAnne	Le CQDE infos demande aux tribur	https://twitter.com/s_guilbault	1	introuvable	1
2014.05.01_23h26	s_guilbault	Anticosti – Le CQDE demande aux t	https://twitter.com/srrico	1	https://voir.ca/cinema/2014/	0
2014.05.02_01h23	srrico	Anticosti: «une île qui sert à si peu	https://twitter.com/WWfCanadaFR	1	https://www.lapresse.ca/env	0
2014.05.02_07h12	WWfCanadaFR	Rapport alarmant sur #gazdeschist	https://twitter.com/marcottlyse	1	https://voir.ca/cinema/2014/	0
2014.05.02_07h13	marcottlyse	#Anticosti - Quand trois légendes :	https://twitter.com/sophiedurocher	1	https://www.journaldemontr	1
2014.05.02_07h38	sophiedurocher	Anticosti : or noir ou chèque en bl	https://twitter.com/letourse	1	https://voir.ca/nouvelles/act	0
2014.05.02_08h09	letourse	À la chasse au pétrole extrême : #	https://twitter.com/spaulcote	1	introuvable	0
2014.05.02_08h24	spaulcote	Anticosti Le CQDE demande aux trij	https://twitter.com/Nicolas_Claunay	0		0
2014.05.02_09h01	Nicolas_Claunay	L'état québécois néglige souvent c	https://twitter.com/annbealieu	0		0
2014.05.02_09h10	annbealieu	@Sophiedurocher Anticosti un coi	https://twitter.com/Vlouuu	1	https://voir.ca/cinema/2014/	0
2014.05.02_09h24	Vlouuu	Npetrowsky et Bernard Landry, deu	https://twitter.com/montreal110	1	https://www.lapresse.ca/env	0
2014.05.02_09h37	montreal110	Rapport alarmant sur l'extraction s				

RÉFÉRENCES

- Ahteensuu, Marko. 2012. «Assumptions of the deficit model type of thinking: Ignorance, attitudes, and science communication in the debate on genetic engineering in agriculture». *Journal of agricultural and environmental ethics*, vol. 25, no 3, p. 295-313.
- Arnaud., Mine. 2013. «Projet d'ouverture et d'exploitation d'une mine d'apatite à Sept-Îles». Bape. En ligne. <<https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/dossiers/ouverture-exploitation-une-mine-apatite-sept-iles/>>.
- Asdourian, Bruno. 2015. «La communication transparente et participative des organisations: une lecture croisée des approches communicationnelles de l'école de Palo Alto et d'Habermas appliquée aux usages des médias sociaux numériques». *Communication et organisation*, no 48, p. 125-138.
- Baba, Sofiane, et Emmanuel Raufflet. 2015. «L'acceptabilité sociale: une notion en consolidation». *Management international/International Management/Gestión Internacional*, vol. 19, no 3, p. 98-114.
- Bailly, Antoine S. 1974. «La perception des paysages urbains: Essai méthodologique». *L'Espace géographique*, p. 211-217.
- Bamat, Joseph (2010). "Je crains une monopolisation du discours sur les OGM". France 24 En ligne. <<https://www.france24.com/fr/20100303-je-crains-une-monopolisation-discours-ogm>>.
- Batellier, Pierre. 2015. «Acceptabilité sociale. Cartographie d'une notion et de ses usages». *Cahier de recherche UQAM: les publications du centr'ERE*.
- Batellier, Pierre, et Marie-Ève Maillé. 2017. *Acceptabilité sociale: sans oui, c'est non: Écosociété*.

- Beacco, Jean-Claude. 2000. «Écritures de la science dans les médias». *Les Carnets du Cediscor. Publication du Centre de recherches sur la didacticité des discours ordinaires*, no 6, p. 15-24.
- Bensaude-Vincent, B. (1989). Camille Flammarion: prestige de la science populaire. *Romantisme*, 19(65), 93-104. Page 96
- Boulianne, Shelley. 2015. «Social media use and participation: A meta-analysis of current research». *Information, communication & society*, vol. 18, no 5, p. 524-538.
- Brassard-Lecours, Gabrielle. 2013. «Autochtones, debout! ». *Gazette des femmes*. En ligne. <<https://gazettedesfemmes.ca/6752/autochtones-debout/>>.
- Carrier, Bonjour Mme. «Carrier, Lynda (BAPE)».
- Cefaï, Daniel. 2013. «L'expérience des publics: institution et réflexivité». *EspacesTemps. net*.
- CEFRIO. 2018. «L'usage des médias sociaux au Québec». En ligne. <<https://transformation-numerique.ulaval.ca/wp-content/uploads/2020/09/netendances-2018-usage-medias-sociaux.pdf>>.
- Cohen, Dinah. 2020. «Covid-19 : pour ou contre un vaccin obligatoire ? Ce qu'en pensent les politiques». *Politique*. En ligne. <<https://www.lefigaro.fr/politique/covid-19-pour-ou-contre-un-vaccin-obligatoire-ce-qu-en-pensent-les-politiques-20201116>>.
- Cuvillier, Anne Isabelle. 2015. «Entre nature, culture et hydrocarbures: le cas du projet d'exploration et d'exploitation pétrolière sur l'île d'Anticosti». Université du Québec à Montréal.
- Demeurisse, Josiane. 2002. «Expertise scientifique, histoire et preuve». *Questions de communication*, no 2, p. 83-94.
- Donaldson, Thomas, et Lee E Preston. 1995. «The stakeholder theory of the corporation: Concepts, evidence, and implications». *Academy of management Review*, vol. 20, no 1, p. 65-91.

- Dufour, Pascale, Laurence Bherer et Christine Rothmayr Allison. 2015. «Faire la politique soi-même»: le cas des mobilisations contre le gaz de schiste au Québec». *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, vol. 48, no 1, p. 125-146.
- Freeman, R Edward. 2010. *Strategic management: A stakeholder approach*: Cambridge university press.
- Gallais, Sophie. 2016. «La grande traversée d'Anticosti de Nature Québec: dix marcheurs- explorateurs partiront à la rencontre de l'île d'Anticosti et de ces habitants». *Nature Québec*.
- Gendron, Corinne. 2014. «Penser l'acceptabilité sociale: au-delà de l'intérêt, les valeurs». *Communiquer. Revue de communication sociale et publique*, no 11, p. 117-129.
- Gendron, Corinne, Stéphanie Yates et Bernard Motulsky. 2016. «L'acceptabilité sociale, les décideurs publics et l'environnement. Légitimité et défis du pouvoir exécutif». *Vertigo-la revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 16, no 1.
- Gendron, C. (2016). Une science pacificatrice au service de l'acceptabilité sociale? Le cas des gaz de schiste au Québec. *Éthique publique. Revue internationale d'éthique sociétale et gouvernementale*, 18(1).
- Gingras, Xavier. 2014. *Controverses. Accords et désaccords en sciences humaines et sociales: Accords et désaccords en sciences humaines et sociales*: Cnrs.
- Grand Québec (2017). L'île d'Anticosti. Grand Québec En ligne. <<https://grandquebec.com/villes-quebec/ile-anticosti/#:~:text=L%E2%80%99%C3%8ELe%20d%E2%80%99Anticosti%20L%E2%80%99%C3%AELe%20d%E2%80%99Anticosti%20est%20la%20plus%20grande,la%20municipalit%C3%A9%20la%20moins%20dens%C3%A9ment%20peupl%C3%A9%20au%20Qu%C3%A9bec>>.
- Java, Akshay, Xiaodan Song, Tim Finin et Belle Tseng. 2007. *Proceedings of the 9th WebKDD and 1st SNA-KDD 2007 workshop on Web mining and social network analysis*. 56-65 p.
- Lalancette, Mireille, et Sofia Tourigny-Koné. 2017. «and Building Strong Leadership». *Permanent campaigning in Canada*, p. 259.

- Lalancette, Mireille, Vincent Raynauld et Erin Crandall. 2019. *What's Trending in Canadian Politics?: Understanding Transformations in Power, Media, and the Public Sphere*: UBC Press.
- Le Marec, Joëlle, et Igor Babou. 2015. «La dimension communicationnelle des controverses». *Hermès, La Revue*, no 3, p. 111-121.
- Le Masson, Virginie, Jean-Christophe Gaillard et Pauline Texier. 2009. «Pour une approche participative de la gestion des risques et des catastrophes». *Risques et environnement: Recherches interdisciplinaires sur la vulnérabilité des sociétés*. L'Harmattan, Paris, p. 531-545.
- Lemieux, Cyril. 2007. «À quoi sert l'analyse des controverses?». *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, no 1, p. 191-212.
- Le Robert. 2021. Mobilisé. Récupéré de : [mobiliser - Définitions, synonymes, conjugaison, exemples | Dico en ligne Le Robert](#)
- Lessard, Denis. 2021. «Québec va fermer les livres». *La presse*. En ligne. <<https://www.lapresse.ca/actualites/environnement/2021-09-15/hydrocarbures/quebec-va-fermer-les-livres.php>>
- Avaaz.org. 2017. «Anticosti - Victoire contre les hydrocarbures ». *avaaz.org*. En ligne. <https://secure.avaaz.org/community_petitions/fr/Lile_dAnticosti_un_tresor_du_patrimoine_naturel_mondial_en_danger_face_aux_petrolieres/>.
- Marquis, Gabriel. 2016. «L'événement-phare de la campagne Futur Anticosti de Nature Québec débute vendredi: Venez rencontrer les marcheurs». *Nature Québec*.
- Martin, Stéphanie. 2015. «Oléoduc énergie est: des citoyens veulent un référendum». *Le soleil numérique*. En ligne. <<https://www.lesoleil.com/actualite/environnement/oleoduc-energie-est-des-citoyens-veulentun-referendum-d28724bdb6007aa48749196a131c14d1>>.
- Mattoni, Alice, et Donatella della Porta. 2014. «Adapting theories on diffusion and transnational contention through social movements of the crisis: Some concluding remarks». *Spreading protest: Social movements in time of crisis*, p. 277-292.

- Meyer, Morgan (2015). Comment aborder les controverses? Analyser, enseigner et confiner les conflits socio-techniques, Actes Sud
- Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (2016). Hydrocarbures En ligne. <<https://mern.gouv.qc.ca/energie/hydrocarbures/>>.
- Mitchell, Ronald K, Bradley R Agle et Donna J Wood. 1997. «Toward a theory of stakeholder identification and salience: Defining the principle of who and what really counts». *Academy of management Review*, vol. 22, no 4, p. 853-886.
- Montpetit, Éric, et Alexandre Harvey. 2018. «Media storms and policy expertise: How environmental beat journalists gained influence during a shale gas controversy». *Environmental Communication*, vol. 12, no 7, p. 895-910.
- Nelsen, Jaqueline L. 2006. «Social licence to operate». *International journal of mining, reclamation and environment*, vol. 20, no 3, p. 161-162.
- Noury, Diane. 2014. «Les enjeux liés à l'exploration et à l'exploitation du gaz de schiste dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint-Laurent».
- Paillé, Pierre, et Alex Mucchielli. 2016. «Chapitre 11. L'analyse thématique». In *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, p. 235-312. Paris: Armand Colin. En ligne. <<https://www.cairn.info/analyse-qualitative-en-sciences-humaines-et-social--9782200614706-page-235.htm>>
- Pham, Hai Vu, et André Torre. 2012. «La décision publique à l'épreuve des conflits. Un cadre d'analyse des processus décisionnels au regard de l'expression des oppositions». *Revue d'économie industrielle*, no 138, p. 93-126.
- Poell, Thomas, et Jose van Dijck. 2017. «Social media and new protest movements». *Poell, Thomas & José van Dijck (2018). Social Media and new protest movements. In The SAGE Handbook of Social Media*, p. 546-561.
- Plantin, Christian. 1997. «L'argumentation dans l'émotion». *Pratiques*, vol. 96, no 1, p. 81-100.
- Prieur, Michel. 1988. «Le droit à l'environnement et les citoyens: la participation». *Revue juridique de l'Environnement*, vol. 13, no 4, p. 397-417

- Proulx, Serge. 2015. «Usages participatifs des technologies et désir d'émancipation: une articulation fragile et paradoxale». *Communiquer. Revue de communication sociale et publique*, no 13, p. 67-77.
- Radio-Canada. 2013. «Anticosti : un immense trésor naturel et pétrolier». En ligne. <<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/605603/anticosti-petrole-ricesse-naturelle>>.
- Raufflet, Emmanuel. 2014. «De l'acceptabilité sociale au développement local résilient». *VertigO: la revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 14, no 2.
- Roqueplo, Philippe. 1997. *Entre savoir et décision, l'expertise scientifique*: Éditions Quae.
- Roussel, Hélène. 2018. «La gestion participative: clé du succès des organisations du 21ème siècle». *Le bloc notes*. En ligne. <<https://www.leblocnotes.ca/node/218>>.
- Saint-arnaud, Pierre. 2017. «Le gouvernement du Québec a confirmé vendredi qu'il soustrait définitivement le territoire de l'île d'Anticosti à l'exploration pétrolière et gazière.». *La presse*. En ligne. <<https://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-quebecoise/201707/28/01-5120058-finie-lexploitation-petroliere-a-anticosti.php>>.
- Sainte-Marie, Anne-Sophie. 2016. «Acceptabilité sociale des projets d'hydrocarbures en milieu marin et côtier». Université du Québec à Rimouski.
- Saucier, Carol, Gilles Côté, É Feurtey, MJ Fortin, J Bruno, D Lafontaine, Majella Guillemette, Jean-François Méthot et James Wilson. 2009. «Développement territorial et filière éolienne». *Des installations éoliennes socialement acceptables: élaboration d'un modèle d'évaluation de projets éoliens dans une perspective de développement territorial durable, Rapport final de l'Unité de recherche sur le développement territorial durable et la filière éolienne, Rimouski*, p. 228.
- Séguin, E. 2016. «Rapports science et société: Le monde de la recherche en difficulté d'apprentissage». *Découvrir. Le magazine de l'ACFAS*.
- Séguin, Hugo. 2014. «L'économie fantasmé». *Équiterre*.

- Shields, Alexandre. 2020. «Projet de forages dans une zone marine protégée». *Le devoir*. En ligne.
 <<https://www.ledevoir.com/societe/environnement/582359/petrole-projet-de-forages-dans-une-zone-marine-protgee>>.
- Shields, Alexandre. 2014. «Québec ne peut pas stopper l'exploration pétrolière sur Anticosti, affirme Pétrolia». *Le devoir*. En ligne.
 <<https://www.ledevoir.com/societe/environnement/461796/quebec-ne-peut-pas-stopper-l-exploration-petroliere-sur-anticosti-affirme-petrolia>>.
- , 2017. «Québec appuie la candidature d'Anticosti à l'UNESCO». *Le devoir*. En ligne. <<https://www.ledevoir.com/societe/environnement/490047/quebec-appuie-la-candidature-d-anticosti-a-l-unesco>>.
- Simard, Christian. 2014. «On ne peut pas être à la fois 'dans les bottes des promoteurs' et protéger l'Environnement ». *Nature Québec*.
- Simard, M. 2017. «10 jours, 10 marcheurs et 130 km pour faire briller Anticosti». *Nature Québec*.
- Simard, Louis. 2021. «L'acceptabilité sociale au Québec: nouvel instrument normatif d'action publique». *Revue internationale de psychosociologie et de gestion des comportements organisationnels*, vol. 27, no 69, p. 17-44.
- Tang, Gary, et Francis LF Lee. 2013. «Facebook use and political participation: The impact of exposure to shared political information, connections with public political actors, and network structural heterogeneity». *Social science computer review*, vol. 31, no 6, p. 763-773.
- Van Laer, Jeroen, et Peter Van Aelst. 2010. «Internet and social movement action repertoires: Opportunities and limitations». *Information, communication & society*, vol. 13, no 8, p. 1146-1171.
- WM Québec. 2020. «Projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement technique de Sainte-Sophie». BAPE. En ligne.
 <<https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/dossiers/projet-agrandissement-lieu-enfouissement-technique-sainte-sophie/>>.
- Wolde-Giorghis, Azeb. 2017. «TransCanada abandonne le projet d'oléoduc Énergie Est». *Radio-Canada, October*, vol. 5.

- Yates, Stéphanie. 2013. «La communication comme vecteur de l'acceptabilité sociale des grands projets». *Journal of Professional communication*.
- , 2018. «L'acceptabilité sociale en tant que nouvel impératif des organisations». *Introduction aux relations publiques. Fondements, enjeux et pratiques*, p. 203-227.

